

F34A1
C33
2006/07
3,2
QL
P. gouv.

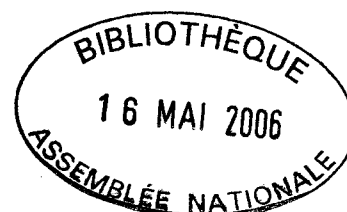
Ministère de la Famille,
des Aînés et de
la Condition féminine

Québec 

Étude des crédits 2006-2007

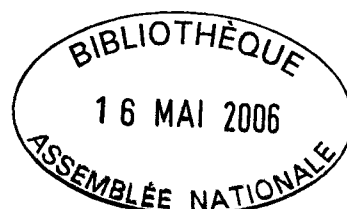
Demandes de renseignements **particuliers**
de l'Opposition officielle adressées
à la Ministre de la Famille,
des Aînés et de la Condition féminine

VOLET - FAMILLE



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
1.	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2004-2005 et 2005-2006 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.	1
2.	Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.	2
3.	Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2004-2005 et 2005-2006, pour les programmes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Prime au travail; <ul style="list-style-type: none"> i. Personnes seules ii. Famille monoparentale iii. Famille biparentale iv. Couple sans enfant b. Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde; c. Soutien aux enfants; <ul style="list-style-type: none"> i. Famille monoparentale ii. Famille biparentale d. Allocation pour enfant handicapé 	3
4.	Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada, en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	4
5.	Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2004, 2005 et les prévisions pour 2006.	5
6.	Le nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde.	6
7.	Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.	7
8.	Procès-verbaux des rencontres du Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec : <i>Le Québec en amour avec la famille</i> avec le nom des membres et les dates des rencontres.	8
9.	Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.	9
10.	Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.	10
11.	État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités.	11
12.	Copie de tous les documents relatifs au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.	12



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
13.	Crédits 2005-2006 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM en spécifiant : a. nombre de demandes reçues; b. nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2004-2005 et 2005-2006.	30
14.	État de situation sur le développement d'une politique de conciliation famille-travail.	31
15.	Liste des mesures de conciliation famille-travail mises en place depuis le 1 ^{er} avril 2003 et leurs incidences financières.	32
16.	Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille-travail.	33
17.	État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies.	34
18.	Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	35
19.	Nombre de places et budgets accordés, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2006, comparativement au 31 mars 2005.	36
20.	Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2006 comparativement au 31 mars 2005 et 2004.	37
21.	Nombre de nouvelles places, par type de service, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 2005-2006.	40
22.	Taux d'occupation dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.	41
23.	Taux de présence réelle dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.	42
24.	Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.	44
25.	Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.	45
26.	Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2004-2005 et 2005-2006 triés par région.	46
27.	Nombre de poupons dans les services de garde en 2004-2005 et 2005-2006 triés par région.	47
28.	Nombre de places à contribution réduite, par âge, par région, au 31 mars 2006.	48
29.	Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2006, et prévisions pour l'année 2006-2007.	49
30.	Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.	50
31.	État des travaux réalisés par le comité sectoriel d'équité salariale.	51

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
32.	Estimation du nombre de centres de la petite enfance ayant un comparateur masculin lors de leur année de références.	52
33.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2004-2005 et 2005-2006.	53
34.	Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006.	55
35.	Nombre d'infractions et type d'infractions par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006.	57
36.	État de situation sur le Plan d'amélioration continue de la qualité incluant les deux volets : le volet de l'engagement qualité et celui sur le processus d'amélioration continue de la qualité ainsi que les sommes qui ont été investies.	59
37.	État de situation relativement à la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins et les sommes investies en 2005-2006 et le nombre d'enfants intégrés.	60
38.	Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.	62
39.	État de situation sur le financement global des immobilisations.	63
40.	État de situation sur le calcul de la proportion des frais de garde et d'éducation qui correspond à la rémunération du personnel éducateur à laquelle s'applique le facteur de modulation.	64
41.	Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.	65
42.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et d'éducation en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.	66
43.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.	67
44.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.	68
45.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	69
46.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	70
47.	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	71
48.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre	72

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
	de frais reliés aux locaux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	
49.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	73
50.	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	74
51.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais généraux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	75
52.	Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais généraux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	76
53.	Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.	77
54.	Allocations aux centres de la petite enfance en distinguant selon le type de service et la région administrative : <ul style="list-style-type: none"> a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente CPE-CSSS – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; <ul style="list-style-type: none"> i. Volet A; ii. Volet B; f. Allocation spécifique pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; g. Subvention pour les projets d'investissement – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007. 	78
55.	Surplus dans les centres de la petite enfance : <ul style="list-style-type: none"> a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2004-2005; b. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006; c. Les économies réalisées par le ministère en 2004-2005 par la récupération des surplus; d. Les économies réalisées par le ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus; e. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2004-2005; f. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006. 	79

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
56.	Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	80
57.	Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 trié par région.	81
58.	La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération triée par région et prévisions pour 2005-2006.	82
59.	La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération et prévisions pour 2005-2006.	83
60.	La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 et triée par région.	84
61.	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des postes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	85
62.	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des postes suivants : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	86
63.	Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2006-2007, 2005-2006 et 2004-2005.	87
64.	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2006-2007, 2005-2006 et 2004-2005.	88

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
65.	La rémunération moyenne horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (utilisée pour le calcul du facteur de modulation) pour chacune des années financières : prévisions pour 2005-2006, 2004-2005, 2003-2004 et 2002-2003.	89
66.	État de situation relativement au facteur de modulation pour les garderies.	90
67.	Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.	91
68.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais de base en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.	92
69.	Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais variables en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.	93
70.	Les sommes versées à titre de subvention pour frais variables en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.	94
71.	Les sommes versées à titre de subvention pour frais de base en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.	95
72.	Allocations aux garderies et selon la région administrative : <ul style="list-style-type: none"> a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente Garderie-CSSS – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; <ul style="list-style-type: none"> iii. Volet A; iv. Volet B; 	96
73.	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des postes suivants dans les garderies : <ul style="list-style-type: none"> a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice. 	97

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

#	Renseignements particuliers - Famille	
74.	Le salaire moyen versé pour chacun de ces postes et pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des postes suivants dans les garderies : a. Personnel éducateur formé; b. Personnel éducateur non-formé; c. Commis-comptable; d. Secrétaire-comptable; e. Secrétaire; f. Cuisinier; g. Préposé à l'entretien ménager; h. Conseiller pédagogique; i. Gestionnaire de niveau 1; j. Gestionnaire de niveau 2; k. Gestionnaire de niveau 3; l. Aide-éducatrice.	98
75.	Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2005-2006, 2004-2005 et 2003-2004.	99
76.	L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2005-2006, 2004-2005 et 2003-2004.	100
77.	Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2003 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour, pour ce type de garderie.	101
78.	Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1994 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région.	102
79.	Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.	104
80.	Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.	105
81.	Le budget de fonctionnement total prévu des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs.	107

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP1

Titre

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2004-2005 et 2005-2006 à la suite de l'entente sur le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux pour le volet développement de la petite enfance conclue le 11 septembre 2000.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Puisque le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSP) est un transfert **inconditionnel**, les sommes d'argent sont versées dans le Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec qui en dispose en fonction des priorités gouvernementales établies.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-11
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP2

Titre

Ventilation des sommes accordées au Québec pour l'année 2005-2006 et 2006-2007 à la suite de l'annonce de la mise en place d'un réseau national de services de garde ainsi que leur utilisation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le budget fédéral de février 2005 a annoncé des investissements de 5 milliards de dollars pour la mise en place d'un réseau pancanadien de services de garde.

La part du gouvernement du Québec, en fonction de sa représentation, en pourcentage, dans la population se répartit comme suit :

	2004-2005	2005-2006	2006-2007
En millions de dollars			
Investissement fédéral	200	500	650
Part du Québec	47	117	152,8

Source : Direction des affaires canadiennes et internationales

L'entente reconnaît que le Québec possède déjà un réseau de services de garde et qu'il peut utiliser les sommes versées en vertu de celle-ci à ses propres priorités en matière de famille.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-11
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

3

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP3

Titre

Ventilation des budgets affectés à l'aide financière aux familles pour 2004-2005 et 2005-2006 pour les programmes suivants :

- a) Prime au travail;
 - i. Personnes seules
 - ii. Familles monoparentale
 - iii. Famille biparentale
 - iv. Couple sans enfant
- b) Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde
- c) Soutien aux enfants;
 - i. Famille monoparentale
 - ii. Famille biparentale
- d) Allocation pour enfant handicapé

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Prime au travail

Pour 2004-2005, la dépense fiscale liée au crédit d'impôt remboursable accordant une Prime au travail est estimée à 20 millions de dollars. La nouvelle mesure est entrée en vigueur en janvier 2005 et elle relève du MESS. Pour l'année 2005-2006, la Prime au travail représentera 128 millions de dollars. La ventilation de ces montants par type de famille n'est pas disponible pour l'instant.

Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde

La dépense fiscale pour le crédit d'impôt remboursable pour les frais de garde est évaluée à 173 millions de dollars pour 2004 et est estimée à 169 millions de dollars pour 2005.

Soutien aux enfants

Pour 2004-2005, la dépense fiscale liée au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est estimée à 495 millions de dollars, la nouvelle mesure étant entrée en vigueur en janvier 2005 (le premier paiement a été devancé au 15 décembre 2004). Pour 2005-2006, le Soutien aux enfants devrait représenter 1 976 millions de dollars :

- 727 M\$ pour les familles monoparentales
- 1 249 M\$ pour les familles biparentales

Supplément pour enfant handicapé

Pour 2004-2005, la dépense fiscale liée au supplément pour enfant handicapé est estimée à 10 millions de dollars. La nouvelle mesure, en vigueur depuis janvier 2005, est intégrée au CIRSE et remplace l'allocation pour enfant handicapé du programme de prestations familiales. Elle est versée à 28 000 familles annuellement. Pour l'année 2005-2006, 43 M\$ devraient être versés au titre de ce programme.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-19

VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-19
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

4

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP4

Titre

Affectation des sommes dégagées à la suite des bonifications de la Prestation fiscale pour enfant du gouvernement du Canada en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Dès l'instauration du programme d'allocation familiale en 1997, le Québec a utilisé les économies dégagées à la suite des bonifications de la prestation nationale pour enfant (PNE) du gouvernement du Canada pour développer les services de garde à contribution réduite.

En août 2001, le gouvernement du Québec a cessé d'appliquer la récupération de ces bonifications dans le programme d'allocation laissant ainsi aux familles les retombées des investissements additionnels du gouvernement fédéral dans sa PNE.

Depuis janvier 2005, les familles québécoises reçoivent le paiement du Soutien aux enfants. Le Soutien aux enfants remplace les programmes d'allocation familiale, les crédits d'impôt non remboursables pour les enfants à charge de moins de 18 ans et la réduction d'impôt à l'égard de la famille.

Aucune récupération ne sera effectuée dans le Soutien aux enfants dans le cas d'éventuelles bonifications du gouvernement fédéral dans la PNE.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-11
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 5

Titre

Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2004, 2005 et les prévisions pour 2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour l'année d'imposition 2004, la dépense fiscale pour le crédit d'impôt remboursable pour les frais de garde est estimée à 173 millions de dollars. Pour 2005, elle devrait atteindre 169 millions de dollars. Les prévisions du ministère des Finances pour 2006 estiment le crédit d'impôt à 167 millions de dollars.

Année	Nombre de familles	Montant en millions de dollars
2004 ^e	343 000	173
2005 ^p	N/D	169
2006 ^p	N/D	167

Source : Ministère des Finances; e= estimation, p=projection

Selon l'âge de l'enfant, Année d'imposition 2003

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants	Crédit total (M\$)	Crédit moyen (\$)
Moins de un an	9 855	4	401
1 an	25 668	14	534
2 ans	29 066	19	646
3 ans	30 033	18	588
4 ans	32 053	19	602
5 ans	41 225	20	488
6 ans	44 929	18	407
7 ans	33 482	9	267
8 ans	34 238	9	241
9 ans	38 236	9	241
10 ans	39 855	9	232
11 ans	41 008	9	224
12 ans	35 199	8	214
13 ans	24 897	6	241
14 ans ou plus	44 144	11	238
Total	503 889	181	360

Source : Ministère des Finances (estimations).

**Nombre de ménages et crédit d'impôt selon la tranche de revenu familial
Année d'imposition 2003**

Tranche de revenu familial	Nombre de familles	Crédit d'impôt (M\$)
Moins de 25 000 \$	45 000	35
De 25 000 \$ à 50 000 \$	83 000	53
De 50 000 \$ à 75 000 \$	88 000	39
75 000 \$ et plus	144 000	58
Total	360 000	181

Source : Ministère des Finances (estimations).

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes –
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

6

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP6

Titre

Nombre de ménages s'étant prévalus du remboursement anticipé du crédit d'impôt pour frais de garde.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Selon les données fournies par le ministère des Finances, plus de 3 700 ménages se sont prévalus d'un versement par anticipation du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, et ce, en date du 15 octobre 2005.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-10
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-11
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

7

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 7

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Forum des partenaires de la politique familiale avec le nom des membres et les dates de ces rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Forum des partenaires, structure permanente de concertation et de consultation, a été aboli au profit de rencontres ponctuelles selon les dossiers.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

8

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 8

Titre

Procès-verbaux des rencontres du Comité de suivi du Plan concerté pour les familles du Québec :
Le Québec en amour avec la famille avec le nom des membres et les dates des rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Plan concerté pour les familles du Québec a été abandonné comme stratégie d'intervention gouvernementale en 2003. Certaines mesures qu'il contenait ont cependant été maintenues, dont les mesures de soutien technique et financier aux municipalités et aux MRC pour l'élaboration ou la mise à jour de leur politique familiale et la bonification du soutien financier aux organismes communautaires Famille.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

9

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP9

Titre :

Liste et contenu des ententes spécifiques conclues sur les éléments spécifiques de la politique familiale par région ainsi que les budgets et précisez les régions qui n'ont pas d'entente spécifique.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2005-2006, le Ministère a participé au financement de deux ententes spécifiques :

- Un montant de 24 000 \$ a été accordé à la CRÉ du Bas-St-Laurent pour la consolidation du transport collectif dans les MRC de la région.
- Un montant de 25 000 \$ a été accordé à la CRÉ du Saguenay-Lac-St-Jean pour la consolidation du partenariat en prévention de l'abandon scolaire.

Il a également accordé un soutien financier à des conférences régionales des élus pour trois autres projets régionaux :

- Un montant de 50 000 \$ a été accordé à la CRÉ de Montréal pour soutenir les travaux du Comité régional de la famille dont le mandat est d'identifier des priorités régionales pour les familles et de proposer des moyens d'action;
- Un montant de 30 000 \$ a été accordé à la CRÉ du Centre-du-Québec pour un projet d'intervention visant à favoriser le passage des enfants du réseau préscolaire au premier cycle du primaire;
- Un montant de 50 000 \$ a été accordé à la CRÉ de la Gaspésie-Les Îles-de-la-Madeleine pour le développement d'un plan d'action régional pour les familles.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-11
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

10

de fiche : RP 10

Titre

Procès-verbaux des rencontres de la Table Québec-municipalités (TQM) relatif à la politique familiale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Il n'y a pas eu de rencontre de la Table Québec-municipalités (TQM) relative à la politique familiale.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

11

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 11

Titre

État de situation au sujet du développement de politique familiale au sein des municipalités.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis 2002-2003, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) dispose d'un programme visant à offrir aux municipalités et aux MRC intéressées un soutien financier lié à l'élaboration ou à la révision de leur politique familiale. Le MFACF finance les projets en fonction du nombre d'habitants sur le territoire et paye 50 % des coûts admissibles.

Soulignons qu'avant 2002, une cinquantaine de municipalités s'étaient dotées de politiques familiales et le programme poursuivait l'objectif de doubler le nombre de politiques familiales municipales. Le programme a donc atteint son objectif, puisque le Ministère a soutenu jusqu'à ce jour 141 municipalités et 16 MRC pour l'élaboration ou la mise à jour des politiques familiales municipales. Une somme de 2,252 M\$ y a été consacrée jusqu'à maintenant.

- En 2002-2003 : 57 projets pour un montant de 939 000 \$
- En 2003-2004 : 8 projets pour un montant de 197 000 \$
- En 2004-2005 : 29 projets pour un montant de 374 000 \$
- En 2005-2006 : 63 projets pour un montant de 742 000 \$

Le Carrefour action municipale famille offre des sessions d'accompagnement aux municipalités et aux MRC qui adhèrent au programme. Un montant de 320 000 \$ lui a été versé au cours de ces quatre années financières pour l'accompagnement de démarrage offert à ces municipalités et MRC.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-13
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

12

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP12

Titre

Copie de tous les documents relatifs au partenariat entre la Société d'habitation du Québec (SHQ) et le programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sur demande, les documents suivants seront transmis.

1. Document d'information *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS)*, édition 2005-2006
2. Formulaire de demande 2005-2006.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-11
Bureau de la sous-ministre adjointe



Avec la participation de :

- Société d'habitation du Québec
- Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine
- Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS)

Édition 2005-2006

GUIDE D'ÉLABORATION DE PROJETS HLM PUBLIC, VOLET RÉGULIER



**Date limite pour la soumission des projets :
le vendredi 7 avril 2006 à 16 h 30**

PAICS 2005-2006

PRÉAMBULE

Pour l'exercice 2005-2006, la Société d'habitation du Québec (SHQ) et ses partenaires, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF) et le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) poursuivront, dans le cadre du *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM* (PAICS), l'objectif de supporter financièrement des projets d'action communautaire s'adressant aux personnes vivant en HLM public, volets régulier et Inuit ou privé, volet Autochtones hors réserve. Cette année, le budget global consacré au PAICS s'élève à 460 000 \$.

Le présent document constitue le guide d'élaboration des projets présentés par les organismes en lien avec les HLM publics réguliers. Un document similaire a été préparé pour les projets présentés par les organismes en lien avec les HLM public, volet Inuit et privé, volet Autochtones hors réserves, projets pour lesquels 40 000 \$ seront réservés.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Description du programme.....	4
2.	Objectifs du programme.....	4
3.	Budget du programme.....	5
4.	Organismes et projets admissibles	6
4.1	Les organismes admissibles	6
4.2	Les projets admissibles	6
4.3	Les projets déjà subventionnés.....	7
4.4	Les projets non admissibles.....	8
5.	Dépenses admissibles et non admissibles.....	8
5.1	Dépenses admissibles.....	8
5.2	Dépenses non admissibles au programme	8
6.	Mesure de bonification d'un projet.....	9
6.1	Remboursement additionnel de TPS	9
6.2	Projets pour personnes âgées	9
7.	Processus de sélection des projets.....	10
8.	Versement et suivi de la subvention.....	12
9.	Inscription au programme.....	13

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME

Le *Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en HLM (PAICS)*, supporte financièrement la réalisation de projets ponctuels d'action communautaire qui s'adressent à toutes les personnes vivant en HLM.

2. OBJECTIFS DU PROGRAMME

L'objectif global du PAICS

Le programme vise à renforcer la prise en charge de leur milieu par les résidents et résidentes d'HLM ainsi qu'à créer des milieux de vie familiale, communautaire et sociale adaptés aux besoins des personnes qui y évoluent et qui favorisent les rapprochements intergénérationnels et interculturels.

Les objectifs spécifiques du PAICS

- 1) Soutenir la prise en charge individuelle ou collective des résidents et résidentes d'HLM.
- 2) Encourager l'engagement bénévole et la participation active de tous les résidents et de toutes les résidentes à la vie associative.
- 3) Viser la prévention du vandalisme ou de la violence, l'élimination de la flânerie, la sécurité (tranquillité d'esprit) des personnes et l'amélioration de la qualité de vie communautaire.
- 4) Contribuer à la lutte contre l'exclusion, la pauvreté, le racisme et la discrimination.
- 5) Faciliter la participation active des aînés et des personnes seules à la vie collective.
- 6) Lutter contre l'isolement et les tensions intercommunautaires liés à l'origine ethnique ou nationale, l'appartenance culturelle ou religieuse des personnes.

- 7) Miser sur le support au rôle parental (entraide, information, formation, répit).
- 8) Avoir un impact direct sur l'amélioration des conditions de vie familiale en HLM.

Démarche d'élaboration d'un projet et résultats concrets

- Les projets soumis doivent reposer sur une démarche concertée, c'est-à-dire qu'ils doivent s'appuyer sur la collaboration et la participation active des résidents et résidentes à chacune des étapes de réalisation du projet et faire appel, si possible, à la coopération du milieu.
- Les projets présentés doivent également générer des résultats concrets qui visent l'amélioration de la qualité de vie en HLM en plus d'avoir des retombées bénéfiques dans la communauté HLM et dans la collectivité environnante.
- Afin de faciliter cette démarche d'élaboration d'un projet, vous trouverez en annexe de ce document des exemples de projets réalisés par le passé.

3. BUDGET DU PROGRAMME

Dans le cadre de l'exercice 2005-2006, le budget global du programme s'élève à 460 000 \$, dont 40 000 \$ sont dédiés à l'autre volet du programme, répartis comme suit :

- 300 000 \$ provenant du Programme de logement sans but lucratif public, volets régulier et Inuit et privé, volet Autochtones hors réserve de la SHQ;
- 100 000 \$ provenant du MFACF qui seront consacrés à des projets visant l'augmentation de la pérennité;
- 60 000 \$ provenant du MICC qui seront entièrement réservés aux projets favorisant les rapprochements interculturels en milieu HLM ou entre ce milieu et le milieu environnant.

Le programme est examiné après chacune des années d'opération et sa reconduction est tributaire des crédits dégagés par la SHQ et ses partenaires. Il n'offre donc aucune garantie de récurrence.

4. ORGANISMES ET PROJETS ADMISSIBLES

4.1 *Les organismes admissibles¹*

- les associations de locataires d'HLM;
- les offices d'habitation (OH).

Ces organismes doivent répondre aux exigences suivantes :

- être un organisme à but non lucratif (OBNL);
- avoir un conseil d'administration dûment élu sur lequel siègent des locataires d'HLM;
- être en règle avec le gouvernement.

De plus,

- pour toute demande d'aide financière de 5 000 \$ et plus, une association de locataires doit être incorporée auprès du Registraire des entreprises du Québec (charte);
- pour toute demande d'aide financière inférieure à 5 000 \$, une association de locataires doit posséder des règlements généraux.

4.2 *Les projets admissibles*

Il existe trois façons de présenter un projet :

Les projets conjoints

Des organismes admissibles peuvent s'associer pour présenter un projet conjoint. Les organismes doivent alors désigner un mandataire ou porteur de projet. Ce dernier est le porte-parole des autres partenaires auprès de la SHQ, c'est lui qui recevra et gèrera la subvention. Toutefois, lorsque possible, lors d'une alliance entre un OH et une association de locataires, l'association de locataires devrait être porteur principal du projet afin de favoriser davantage la prise en charge des locataires.

¹ Les organismes admissibles peuvent présenter plus d'un projet.

Les projets réalisés avec le milieu

Un organisme admissible peut, s'il le désire, s'associer à un organisme communautaire, public, privé ou autre pour certains services, afin de l'aider à réaliser le projet. Dans une telle situation, l'organisme qui présente le projet doit toutefois démontrer dans sa demande, qu'à court terme, le projet permettra la prise en charge de leur milieu de vie par les locataires ou leur implication bénévole dans la réalisation du projet.

Les projets présentés par un seul organisme

Un organisme admissible peut choisir de présenter un projet seul. Dans le cas d'un projet présenté par un OH, la volonté d'agir sur leur milieu par les résidants et résidentes de même que leur participation au projet devra demeurer l'objectif central. Dans le cas où il n'y a pas d'association de locataires, si un office d'habitation veut impliquer davantage ces résidants, il peut déposer un projet en collaboration avec le Comité consultatif des résidants et des résidentes (CCR).

4.3 Les projets déjà subventionnés

Un projet qui a déjà été subventionné dans le cadre du PAICS peut être soumis à nouveau à la condition que l'organisme porteur justifie la poursuite à l'aide d'objectifs de réalisation concrets et qu'il soit capable de démontrer les retombées bénéfiques générées en HLM par cette action communautaire.

Enfin, compte tenu que le programme prévoit une aide financière complémentaire à une contribution de l'organisme ou du milieu, et qu'il s'inscrit à l'intérieur de limites budgétaires prédéterminées, l'organisme devra démontrer dans sa demande qu'il effectue des démarches de financement pour poursuivre son projet au-delà du programme PAICS. De plus, le montant demandé devra correspondre au montant minimum requis pour en assurer la continuité.

4.4 Les projets non admissibles

- Les projets liés au fonctionnement ou aux activités régulières des organismes admissibles.
- Les projets admissibles mais déjà financés dans le cadre des programmes des ministères partenaires du PAICS (SHQ, MFACF ET MICC).
- Il est entendu que, pour le projet présenté dans le cadre du PAICS, les organismes partenaires du milieu choisis, ne devront pas être déjà subventionnés par le *Programme d'aide aux organismes communautaires* (PAOC) de la SHQ.

5. DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

5.1 Dépenses admissibles

La subvention octroyée à un projet ne couvre pas nécessairement tous les coûts reliés à sa réalisation; au contraire, elle se veut complémentaire à une contribution financière, matérielle ou humaine de l'organisme ou de la communauté. L'aide accordée par le PAICS pourra :

- être utilisée en salaire si celui-ci est directement lié au projet, et ce, dans le respect des lois ou règlements concernant l'embauche;
- inclure, pour un montant maximum de 2 500 \$, l'achat de matériel ou d'équipements à caractère communautaire directement lié au projet soumis ainsi que l'aménagement d'un espace communautaire pour assurer la réalisation du projet;
- couvrir d'autres frais nécessaires à la réussite du projet.

5.2 Dépenses non admissibles au programme

Ne sont pas admissibles au programme, les dépenses associées à :

- un soutien financier au fonctionnement courant d'un organisme communautaire ou autres (salaire d'une ressource plein temps, frais d'administration, de déplacement, de téléphonie, etc.);

- une rémunération additionnelle à du personnel régulier d'un office d'habitation;
- la réalisation par un office d'habitation, d'aménagements d'espaces ou de travaux relevant de son budget régulier;
- l'achat pur et simple d'équipements de loisirs, le remplacement de mobilier ou d'équipements désuets, de même que l'installation d'appareils ou de mécanismes qui relèvent de la responsabilité d'un office d'habitation.

6. MESURE DE BONIFICATION D'UN PROJET

6.1 Remboursement additionnel de TPS

Depuis février 2004, les offices d'habitation disposent de sommes supplémentaires provenant du remboursement additionnel de la TPS. Les offices peuvent disposer de ces sommes supplémentaires et les utiliser selon leurs besoins. Ces sommes sont transférables pour financer des activités communautaires et sociales ou des travaux majeurs.

Ainsi, il peut être très intéressant pour un office d'utiliser une partie de cet argent pour bonifier un projet PAICS. Une association de locataires qui présente un projet peut également demander à son office de collaborer au financement d'un projet à partir de ce budget.

Soulignons qu'un projet PAICS dont une part du financement proviendrait du remboursement additionnel transférable de TPS serait accueilli plus favorablement lors de l'analyse du dossier.

6.2 Projets pour personnes âgées

La SHQ et ses partenaires sont conscients qu'il est parfois difficile pour les associations de locataires de présenter un projet pour personnes âgées en raison des conditions d'admissibilité des projets.

En effet, le PAICS ne permet pas l'achat pur et simple d'équipements de loisirs, le remplacement de mobilier ou d'équipements désuets. Une demande d'utilisation d'un montant provenant du remboursement additionnel de TPS pourrait être très

intéressant pour aider les projets visant des personnes âgées à combler ce type de besoins, ce qui en plus pourrait venir bonifier leur projet PAICS.

Ainsi, pourront être considérés les projets d'achat d'équipements de loisirs ou d'adaptation des lieux dont l'objectif est de faciliter la participation à la vie collective jusqu'à concurrence d'un montant maximum de 2 500 \$.

Toutefois, un tel projet pourra être considéré à la condition que la demande :

- Définisse clairement en quoi le PAICS est nécessaire pour combler un besoin des locataires à participer à une vie collective, soit en précisant le nombre d'utilisateurs et les impacts sur cette vie collective engendrés par l'acquisition d'un équipement donné.
- Démonstre que des efforts réels de financement à l'extérieur du PAICS ont été réalisés. Par exemple, la mise en place d'une collecte de fonds effectuée par les locataires permettrait d'indiquer qu'ils ont procédé à une action collective autour d'un projet commun.

Mentionnons que le projet pourra également comporter d'autres dépenses admissibles au programme.

7. PROCESSUS DE SÉLECTION DES PROJETS

L'analyse des projets est confiée à un comité de sélection formé de représentants et représentantes de la SHQ, du MFACF, du MICC, de la Fédération des locataires d'HLM du Québec (FLHLMQ), du Regroupement des offices d'habitation du Québec (ROHQ) et du milieu communautaire intervenant dans le domaine de l'habitation ou du réseau sociocommunautaire.

La SHQ, le MFACF et le MICC se réservent le droit de modifier la composition et le fonctionnement du comité de sélection, s'ils le jugent utile ou nécessaire.

Étapes de sélection

Les projets reçus sont répartis en quatre catégories et seront comparés entre eux selon les objectifs visés et les dépenses prévues. Ces catégories sont :

Catégorie 1 :	0 à 4 999 \$
Catégorie 2 :	5 000 à 9 999 \$

Catégorie 3 :	10 000 à 14 999 \$
Catégorie 4 :	15 000 à 20 000 \$ maximum.

L'analyse des projets se déroule en quatre étapes distinctes.

1^{re} étape : examen d'admissibilité et de conformité des projets

- Vérification de l'admissibilité des organismes et des projets soumis selon les conditions et les critères énumérés dans le présent guide d'élaboration.
- Vérification de la conformité des dossiers par rapport aux exigences administratives du programme : respect des délais, formulaire dûment complété, dépôt des documents obligatoires.

2^e étape : analyse des projets à partir des critères suivants

Pertinence du projet ou de sa poursuite :

- La conformité du projet avec les objectifs du programme, son originalité et la cohérence des activités entre l'objectif poursuivi, la problématique identifiée et les résultats attendus.

Qualité générale du projet :

- Le caractère concret et réalisable des actions envisagées, la cohérence et l'efficacité des solutions retenues, le degré de participation des résidants et résidentes, le degré d'implication ou d'engagement de l'organisme et des partenaires, s'il y a lieu, le réalisme du calendrier proposé, la disponibilité des ressources nécessaires et le niveau d'engagement des partenaires dans chacune des étapes.

Impacts du projet :

- L'effet mobilisateur ou structurant du projet sur la prise en charge de leur milieu par les résidants et résidentes, le bénévolat, la contribution du projet au développement communautaire et social en HLM et dans la collectivité environnante.

Coûts du projet :

- La précision et le réalisme du budget prévu, l'implication financière de l'organisme, la diversité des sources de financement, la qualité et la fiabilité des partenaires financiers.

Capacité de l'organisme porteur à réaliser le projet :

- L'expérience de l'organisme qui présente un projet ou son degré de collaboration avec le milieu, s'il y a lieu.

3^e étape : sélection et recommandations du comité de sélection

Le comité devra :

- attribuer un pointage à chacun des projets selon le respect des critères;
- déterminer le montant de la subvention accordée à chacun des projets sélectionnés;
- s'assurer d'une juste répartition entre les clientèles desservies et entre les régions représentées;
- dresser une liste des projets recommandés au consensus. En cas de désaccord, la SHQ se réserve un droit de veto;
- faire rapport aux autorités concernées.

4^e étape : décision

Les recommandations du comité de sélection seront acheminées pour décision et annonce par la ministre des Affaires municipales et des Régions, la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine et la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles.

8. VERSEMENT ET SUIVI DE LA SUBVENTION

Suite à l'annonce de la subvention par les ministres concernés, la Société d'habitation du Québec fera parvenir à l'organisme une lettre d'entente accompagnée d'un chèque représentant le montant total octroyé. Cette lettre, qui fera état des obligations de l'organisme ainsi que des engagements de la Société, devra être signée par la personne désignée par l'organisme comme responsable du projet et par deux personnes dûment autorisées à effectuer les transactions bancaires reliées à la réalisation du projet avant d'être retournée à la SHQ. L'organisme consent à la visite du projet par le représentant désigné par la SHQ et ses partenaires (MFACF et MICC). Il communique à cette fin à la SHQ le calendrier et le lieu de réalisation des activités du projet.

Les responsables du programme à la SHQ devront être avisés par écrit de tout changement apporté au projet initial soit, un changement de responsable, d'activités, de budget ou de calendrier. La SHQ, si nécessaire, approuvera les modifications également par écrit.

La SHQ se réserve le droit de mettre fin au contrat si les termes de l'entente ne sont pas respectés. Le cas échéant, la SHQ peut réclamer à l'organisme le remboursement total ou partiel du montant de la subvention octroyée.

Dans l'éventualité où une association viendrait à se dissoudre, le mandataire du projet devra remettre l'argent résiduel en le retournant par chèque à la Société d'habitation du Québec.

Tout organisme récipiendaire d'une subvention dans le cadre de ce programme doit remettre un rapport d'étape ou un rapport final de réalisation du projet à la SHQ selon les termes contenus dans la lettre d'entente liant l'organisme subventionné à la SHQ.

9. INSCRIPTION AU PROGRAMME

L'organisme qui, seul ou conjointement, veut présenter une demande d'aide financière dans le cadre du programme doit remplir le formulaire de demande joint au présent envoi et fournir tous les documents obligatoires à l'étude du dossier.

Pour toute demande d'aide ou d'information supplémentaire, vous pouvez vous adresser à :

- ⇒ madame José Paquet au numéro de téléphone (514) 873-9602
- ⇒ madame Agnès Gatignol au numéro de téléphone (514) 873-9600
- ⇒ ou au numéro sans frais de la SHQ 1 800 463-4315

En rappel

**La date limite pour la soumission des projets est :
le vendredi 7 avril 2006 à 16 h 30**

Annexe

Exemples de projets financés

PAICS 2005-2006

Projets visant les familles

- Réaliser des activités qui permettent le rapprochement des familles et des adultes en utilisant des équipements récréatifs, en assurant de l'aide aux devoirs, des soupers communautaires, des cafés rencontres thématiques, des ateliers de bricolage, de peinture, etc.
- Organiser des petits déjeuners éducatifs (activités pédagogiques, exercices physiques, etc.).
- Offrir des dîners à prix modiques (1 \$) aux enfants d'âge scolaires. Les repas sont préparés par des résidents bénévoles tous les jours.
- Offrir des formations en gardiennage et en secourisme d'urgence aux jeunes. La promotion des services se fait par le biais du journal interne.
- Assurer des ateliers de lecture les vendredis destinés aux jeunes du primaire.
- Mettre sur pied un journal communautaire et une bibliothèque pour les femmes et pour les jeunes.
- Coordonner des ateliers destinés aux enfants et aux parents : bricolage, heure du conte et atelier d'artisanat offerts aux mères avec leurs adolescents.

Projets pour les personnes âgées

- Créer un aménagement du terrain de même qu'un jardin communautaire dont les récoltes serviront à faire des cuisines collectives.
- Aménager un terrain de pétanque et de croquet dans le but de briser l'isolement des personnes âgées tout en leur faisant faire de l'exercice physique.

- Distribuer des repas aux personnes âgées tout en établissant un lien entre les générations, de même qu'un lien entre les résidants et l'office.
- Organiser sur une base mensuelle des rencontres pour discuter des sujets relatifs à la prévention des chutes à domicile, à la santé alimentaire par rapport aux produits, au mandat d'inaptitude (procuration, droit), au guichet automatique, aux aînés face aux nouvelles technologies, etc.
- Organiser des cours de conditionnement physique adaptés et des cours de danse en ligne.
- Briser l'isolement par le biais de repas communautaires, la promotion de jardins collectifs ou encore de cuisines collectives.
- Suivre des cours d'informatique afin d'obtenir les bases nécessaires pour utiliser le centre d'ordinateur.
- Rassembler les locataires dans une activité physique pour fraterniser, briser l'isolement afin d'améliorer et maintenir la santé, l'autonomie et le bien-être mental et physique des résidants.
- Organiser des activités culturelles, artisanales et physiques telles que la danse, le bricolage, la peinture sur toile, le tricot, l'antigymnastique, le chant ou une chorale, etc.

Projets visant le rapprochement interculturel

- Mettre en place divers ateliers de musique, de chant, de danse ou encore de théâtre pour rapprocher des personnes issues de communautés culturelles différentes.
- Favoriser un regard interculturel en présentant des soirées culturelles. Planifier des sorties pour permettre aux enfants de découvrir certains endroits de Montréal afin de parfaire leur éducation, leur développement culturel et de créer des liens entre eux.
- Organiser des repas communautaires avec des thématiques culturelles afin de découvrir les différentes cultures des résidants.

- Offrir des ressources visant à mieux accueillir les familles multiethniques qui s'établissent dans le quartier.
- Développer une pochette d'accueil pour les nouveaux locataires, un processus de suivi de ces derniers, un mécanisme de gestion des plaintes, un outil de sensibilisation au fonctionnement et aux règlements de l'office ou encore créer des lieux communs d'échange.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

30

de la fiche : RP 13

Titre :

Crédits 2005-2006 affectés au Programme d'aide à l'initiative communautaire et sociale en matière de HLM (PAICS) en spécifiant :

- a) nombre de demandes reçues;
- b) nombre de projets acceptés et montant accordé par projet, par région pour 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques

Données 2004-2005

- a) 93 demandes reçues, dont 2 non admissibles;
- b) 62 projets acceptés; un montant de 405 325 \$ a été versé, dont 5 325 \$ proviennent de projets non réalisés de 2003-2004.

		DEMANDES REÇUES	MONTANT DEMANDÉ	PROJETS RETENUS	MONTANT TOTAL RETENU
01	Bas-Saint-Laurent	5	25 375,00 \$	5	18 245,00 \$
02	Saguenay/Lac Saint-Jean	4	51 239,00 \$	2	25 000,00 \$
03	Capitale-Nationale	7	77 432,00 \$	7	65 322,00 \$
04	Mauricie	4	38 220,99 \$	2	11 900,00 \$
05	Estrie	3	35 648,64 \$	2	10 781,00 \$
06	Montréal	27	280 326,17 \$	20	147 367,00 \$
07	Outaouais	2	22 584,00 \$	2	11 500,00 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	2	7 400,00 \$	1	2 000,00 \$
09	Côte-Nord	-	-	-	-
10	Nord-du-Québec	-	-	-	-
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	2 419,75 \$	1	2 420,00 \$
12	Chaudière-Appalaches	11	105 942,11 \$	3	15 000,00 \$
13	Laval	4	18 453,25 \$	2	4 465,00 \$
14	Lanaudière	3	8 450,00 \$	1	1 500,00 \$
15	Laurentides	3	30 000,00 \$	2	15 000,00 \$
16	Montérégie	13	118 235,31 \$	9	50 725,00 \$
17	Centre-du-Québec	4	49 100,00 \$	3	24 100,00 \$
TOTAL :		93	870 826,22 \$	62	405 325,00 \$

Données 2005-2006 :

Les données relatives au nombre de demandes, au montant demandé et aux projets acceptés ne sont pas disponibles, car l'appel de projets s'est terminé le 13 avril 2006. Les projets retenus et les montants seront annoncés en juin prochain.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et programmes -2006-04-10

VALIDATION : Direction générale des politiques - 2006-04-11

Bureau de la sous-ministre adjointe

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 14

Titre

État de situation sur le développement d'une politique de conciliation famille-travail.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- De juillet à décembre 2004, le gouvernement a lancé une vaste consultation sous le thème *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille*. C'est ainsi qu'une cinquantaine de fédérations ou d'associations nationales ont été rencontrées. Plus de 60 avis ou mémoires ont été analysés, sans compter une consultation en ligne pour recueillir l'opinion de la population.
- Notre Ministère travaille actuellement à finaliser un projet de politique qui offrira une vision d'avenir, en proposant des orientations et des actions précises afin d'assurer une meilleure jonction entre le milieu familial, le milieu de travail et le milieu de vie. Il précisera des attentes et des engagements du gouvernement, bien sûr. Il s'adressera aussi à l'ensemble des intervenants publics et privés qui sont directement concernés par les mesures, d'où l'importance de soumettre ce projet à une nouvelle consultation des partenaires afin de s'assurer que les valeurs, les orientations et les mesures du projet de politique contribueront à l'atteinte des objectifs que nous nous seront fixés collectivement.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 15

Titre

Liste des mesures de conciliation famille-travail mises en place depuis le 1^{er} avril 2003 et leurs incidences financières.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un projet de politique de conciliation travail-famille est en préparation. Les mesures sont en cours d'élaboration.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

33

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP 16

Titre

Copie de tous les documents relatifs à la réflexion du gouvernement sur la conciliation famille-travail.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Document de consultation *Vers une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille.*

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes – 2006-04-12
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de la fiche : RP 17

Titre

État de situation au sujet du mode de financement des haltes-garderies

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Afin de répondre à la diversité des besoins des familles, l'accessibilité des services de garde et la flexibilité de l'offre doivent être améliorés. Les services de halte-garderie offerts par les organismes communautaires présentent une alternative intéressante.

En 2003, le Ministère a recensé 212 organismes qui offraient un service de halte-garderie. Ces services permettent à des parents, principalement issus de milieu défavorisé, d'obtenir un moment de répit ou de participer à des activités d'intégration sociale et professionnelle. Ils fournissent une réponse adaptée au besoin de garde occasionnelle et temporaire de certaines familles. Cette offre de service de garde est complémentaire à celle des services de garde régis. Pour 2006-2007, le ministre des Finances a autorisé une enveloppe de 3 M\$ afin d'assurer le soutien financier des services de halte-garderie offerts par les organismes communautaires.

Un comité de travail composé de représentants du Ministère et des organismes communautaires concernés accélérera, dans les prochaines semaines, des travaux sur la reconnaissance et le financement des services de halte-garderie.

Les modalités de financement seront connues en juin 2006.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques et des programmes
VALIDATION: Direction générale des politiques - 2006-04-13
Bureau de la sous-ministre adjointe

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP18

Titre
Ventilation détaillée des subventions accordées aux CPE (installations et milieu familial) et aux garderies, par région, pour l'année 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques
1. Renseignements pour 2005-2006
Il s'agit de la subvention prévisionnelle de 2005-2006 et non pas de la somme des versements effectués durant 2005-2006. Les versements effectués sont affectés par des avances de fonds, des sommes dues aux services de garde ou des recouvrements, ce qui n'est pas le cas pour la subvention prévisionnelle.

Région	Subvention prévisionnelle 2005-2006 ⁽¹⁾	
	Centres de la petite enfance	Garderies
	Subvention de fonctionnement	Subvention annuelle
01 Bas St-Laurent	27 111 615\$	
02 Saguenay / Lac St-Jean	42 410 987\$	3 291 446\$
03 La Capitale Nationale	108 921 915\$	18 420 895\$
04 Mauricie	38 849 784\$	1 922 783\$
05 Estrie	55 084 150\$	1 763 856\$
06 Montréal	270 597 779\$	120 295 330\$
07 Outaouais	60 773 399\$	4 308 791\$
08 Abitibi-Témiscamingue	25 154 881\$	654 235\$
09 Côte-Nord	15 006 955\$	
10 Nord du Québec	11 296 721\$	
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	12 874 473\$	188 217\$
12 Chaudière-Appalaches	58 385 459\$	5 314 799\$
13 Laval	50 553 527\$	20 513 798\$
14 Lanaudière	60 805 624\$	13 980 148\$
15 Laurentides	79 626 923\$	11 851 020\$
16 Montérégie	214 168 194\$	47 992 788\$
17 Centre du Québec	34 369 495\$	3 013 466\$
Total 2005-2006	1 165 991 881\$	253 511 572\$

⁽¹⁾ Source : calcul des subventions de la période 12 de 2005-2006 (versement du 1^{er} mars 2006).

2. Renseignements pour 2006-2007
La ventilation des crédits de transfert est indiquée au Livre des crédits 2006-2007 :

Subvention de fonctionnement des CPE	875,0 M\$
Subvention annuelle des Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (incluant la rétribution des responsables de services de garde)	362,9 M\$
Subvention annuelle des garderies conventionnées	287,4 M\$
Subventions de développement et d'investissements	2,5 M\$
TOTAL	1 527,8 M\$ *
Service de la dette des CPE	19,6 M\$
Régime de retraite à l'intention des employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	45,9 M\$

* Excluant 3,1M\$ pour les créances douteuses

SOURCE : Direction du financement du réseau –11 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

36

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP19

Titre
Nombre de places et budgets accordés, par type de service (CPE installations, CPE en milieu familial, garderie à but lucratif, sans but lucratif), pour chacune des régions, au 31 mars 2006, comparativement au 31 mars 2005

Région	CPE/inst.	CPE/MF	Garderies	TOTAL	CPE/inst.	CPE/MF	Garderies	TOTAL
	Places <u>financées</u> au 31 mars 2005				Places <u>financées</u> au 31 mars 2006			
Bas-Saint-Laurent	1 353	2 615	0	3 968	1 361	2 634	0	3 995
Saguenay/Lac-Saint-Jean	2 293	3 560	328	6 181	2 360	3 644	412	6 416
Capitale nationale	6 508	7 182	2 091	15 781	6 690	7 393	2 247	16 330
Mauricie	2 302	3 021	194	5 517	2 337	3 021	218	5 576
Estrie	3 260	4 167	211	7 638	3 304	4 226	253	7 783
Montréal	19 871	13 285	14 731	47 887	20 680	13 762	15 584	50 026
Outaouais	3 563	5 160	453	9 176	3 724	5 204	794	9 722
Abitibi-Témiscamingue	1 490	2 341	80	3 911	1 516	2 421	80	4 017
Côte-Nord	872	1 250	0	2 122	982	1 252	0	2 234
Nord-du-Québec	1 692	327	0	2 019	2 063	330	0	2 393
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	697	1 341	23	2 061	697	1 341	23	2 061
Chaudière-Appalaches	3 038	5 280	611	8 929	3 213	5 438	673	9 324
Laval	2 791	4 466	2 446	9 703	2 820	4 452	2 662	9 934
Lanaudière	3 286	5 753	1 523	10 562	3 370	5 809	1 832	11 011
Laurentides	4 592	7 009	1 325	12 926	4 591	7 025	1 732	13 348
Montréal	12 495	17 505	5 816	35 816	12 898	18 126	6 108	37 132
Centre-du-Québec	1 954	2 930	299	5 183	1 957	2 916	416	5 289
Total	72 057	87 192	30 131	189 380	74 563	88 994	33 034	196 591
					+ 3 409 places autorisées			200 000

	Dépenses probables 2005-2006
Subventions	
Subvention de fonctionnement des CPE	1 173,9 M\$
Subvention annuelle des garderies conventionnées	256,2 M\$
Subventions de développement et d'investissement aux CPE	0,8 M\$
Total subvention CPE et garderies	1 430,9 M\$
Service de la dette des CPE	0,4 M\$
Régime de retraite	42,5 M\$

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 4 avril 2006
COLLABORATION : Direction du financement du réseau
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

37

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP20

Titre				
Répartition, par région, des projets enregistrés en attente (spécifier le nombre de places, par projet), par type de service de garde, au 31 mars 2006 comparativement au 31 mars 2005 et 2004				
Exposé et statistiques				
Projet en attente au 31 mars 2006				
Note : Compilation du nombre total de projets et de places quelque soit l'année de la demande				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	2	0	0	37
Saguenay/Lac St-Jean	2	0	0	49
Capitale-Nationale	24	373	434	553
Mauricie	6	153	127	115
Estrie	5	125	100	109
Montréal	291	2465	1611	16 331
Outaouais	17	0	0	1 170
Abitibi- Témiscamingue	2	37	80	29
Côte-Nord	2	65	50	30
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	30	73
Laval	56	284	470	3 478
Lanaudière	49	94	50	3 321
Laurentides	53	0	0	3 898
Montréal	128	124	280	7 949
Centre-du-Québec	4	0	0	162
TOTAL	646	3 773	3 255	37 304
Total des projets CPE et nombre de places	63	7 028		
Total des projets garderies et nombre de places	583			37 304

Répartition, par région, des projets enregistrés *en attente* (spécifier le nombre de places, par projet), par type de garde, au 31 mars 2006 comparativement au **31 mars 2005**.

EN ATTENTE AU 31 MARS 2005				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	2	0	0	37
Saguenay/Lac St-Jean	3	0	0	79
Capitale-Nationale	27	373	434	461
Mauricie	10	153	127	141
Estrie	6	125	100	80
Montréal	306	2605	1611	15 508
Outaouais	13	0	0	914
Abitibi- Témiscamingue	4	37	80	29
Côte-Nord	3	65	50	30
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	4	30	30	73
Laval	55	364	470	3024
Lanaudière	49	94	50	3361
Laurentides	39	0	0	2758
Montréal	127	124	280	7960
Centre-du-Québec	4	0	0	162
TOTAL	653	3 993	3 255	34 617

EN ATTENTE AU 1^{er} MARS 2004				
Régions	Nb de projets	Nb de places/ Installation	Nb de places/ Milieu familial	Nb de places/ Garderie
Bas St-Laurent	0	0	0	0
Saguenay/Lac St-Jean	3	0	0	133
Capitale-Nationale	21	478	434	524
Mauricie	3	153	127	0
Estrie	2	125	100	0
Montréal	189	2 755	1 661	6 517
Outaouais	1	0	0	80
Abitibi- Témiscamingue	2	37	80	0
Côte-Nord	1	65	50	0
Nord-du-Québec	1	23	23	0
Gaspésie/Îles-de-la- Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	2	30	30	29
Laval	34	364	470	1 885
Lanaudière	12	94	50	576
Laurentides	13	0	0	869
Montréal	2	124	280	0
Centre-du-Québec	0	0	0	0
TOTAL	286	4 248	3 305	10 613

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

40

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP21

Titre

Nombre de nouvelles places, par type de service, par région, dans les CPE et les garderies, incluant le taux de croissance pour chacune de ces catégories, par région, pour l'année 2005-2006.

Exposé et statistiques

Nouvelles places sous permis entre le 1^{er} avril 2005 et le 31 mars 2006

	Installation		Milieu familial		Garderies			
2005-2006	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
					Financée	Financée	Non Financée	Non Financée
Bas-Saint-Laurent	8	0,6	13	0,5	0	0,0	0	0,0
Saguenay Lac-Saint-Jean	67	2,9	84	2,4	84	25,6	0	0,0
Capitale nationale	182	2,8	223	3,0	156	7,5	109	95,6
Mauricie	35	1,5	0	0,0	24	12,3	0	0,0
Estrie	44	1,3	50	1,2	42	19,9	20	66,6
Montréal	809	4,1	460	3,5	853	5,8	404	24,2
Outaouais	161	4,5	44	0,9	341	75,2	0	0,0
Abitibi- Témiscamingue	26	1,7	80	3,4	0	0,0	0	0,0
Côte-Nord	110	12,6	2	0,2	0	0,0	0	0,0
Nord-du-Québec	371	21,9	3	0,9	0	0,0	0	0,0
Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Chaudière- Appalaches	175	5,8	150	3,1	62	10,1	56	100,0
Laval	29	1,0	0	0,0	216	8,8	48	25,0
Lanaudière	84	2,6	25	0,4	309	20,3	26	44,0
Laurentides	1	-0,02	50	0,7	407	30,7	44	100,0
Montérégie	403	3,2	616	3,5	292	5,0	320	77,5
Centre-du-Québec	3	0,2	2	0,1	117	39,1	55	100,0
TOTAL	2 506		1 802		2903		1 030	
Taux de croissance		3,5		2,1		9,6		41,3
Total places financées	7 211							
	+ 3 409 places autorisées							
	10 620							

SOURCE :

Direction de la coordination et du soutien aux opérations
3 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP22

Titre
Taux d'occupation dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques			
Taux d'occupation des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006			
Année financière	Installation	Milieu familial	Garderies conventionnées
2003-2004	93,83 %	79,26 %	98,22 %
2004-2005	94,44 %	81,83 %	98,00 %
2005-2006	Non disponible	Non disponible	Non disponible
<p>Les données pour 2005-2006 ne seront pas disponibles avant décembre 2006.</p> <p>Le taux d'occupation d'un CPE représente la proportion de ses places qui ont fait l'objet d'une entente de services avec les parents. Il se calcule comme suit :</p> $\frac{\text{Somme des jours d'occupation contenus dans les ententes de services conclues avec les parents}}{(\text{nombre de places au permis} \times 261 \text{ jours})}$ <p>Les enfants ne sont pas nécessairement présents à chacun des jours d'occupation prévus à l'entente de service en raison des vacances, des maladies et des congés fériés (installations et garderies).</p> <p>La subvention du Ministère est calculée sur la base des jours d'occupation et non pas des jours de présence.</p>			

SOURCE : Direction du financement du réseau – 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP23

Titre

Taux de présence réelle dans les services de garde 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.

Exposé et statistiques

Taux de présence des enfants de 0 à 59 mois accueillis dans les services de garde en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006			
Année financière	Installation	Milieu familial	Garderies conventionnées
2003-2004	82,31 %	88,95 %	87,86 %
2004-2005	81,81 %	88,69 %	87,89 %
2005-2006	Non disponible	Non disponible	Non disponible

Les données pour 2005-2006 ne seront pas disponibles avant décembre 2006.

Le taux de présence représente le nombre de jours où les enfants étaient présents par rapport au nombre de jours d'occupation prévus aux ententes de services. Le nombre de jours de présences est constaté dans *l'État de l'occupation et des présences réelles* qui fait partie du rapport financier vérifié des services de garde. Il se calcule comme suit :

Nombre de jours de présence des enfants

÷

Nombre de jours d'occupation selon les ententes de service conclues avec les parents

Explications sur les présences et l'occupation :

Un taux de présence élevé signifie des ententes de service plus près des besoins des parents, cependant d'autres facteurs entrent en ligne de compte :

1. En plus des absences des enfants en raison de maladie ou de vacances, des ententes de service qui comportent plus de jours d'occupation que n'en a besoin le parent font diminuer le taux de présence (entente de services pour 5 jours / semaine alors que le besoin est de 4 jours / semaine par exemple).

2. Dans le cas des installations de CPE et des garderies, les journées fériées justifient une partie de l'écart entre l'occupation et la présence.

• En installation et en garderie, des jours d'occupation peuvent être comptabilisés lors des jours fériés (subvention accordée) puisque les établissements rémunèrent leur personnel. Déjà les 8 jours fériés prévus aux normes du travail expliquent 3 % des absences (8 / 261). Dans le cas d'un établissement qui offre 13 jours fériés chômés et payés à son personnel, soit le même nombre que dans la fonction publique, cela explique 5 % d'écart entre les jours d'occupation et les jours de présence.

- En raison du statut de travailleuse autonome des responsables de services de garde en milieu familial (RSG), ne peuvent être comptabilisés comme jours d'occupation en milieu familial que les jours où le service est offert : le parent ne paie pas sa contribution et le Ministère ne verse pas sa partie de la rétribution de la RSG. Les jours fériés que prend la RSG étant exclus de l'entente de service, ils ne génèrent aucun écart entre l'occupation et la présence des enfants.

SOURCE : Direction du financement du réseau – 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP24

Titre

Nombre de places récupérées par type de service de garde et par région.

Exposé et statistiques

2005-2006

Répartition régionale des places récupérées

Région	Installation	Milieu familial
	Nbre	Nbre
Capitale-Nationale	82	0
Montréal	507	125
Laval	240	0
Lanaudière	7	0
TOTAL	836	125

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP25

Titre
Ventilation détaillée de la réaffectation des places récupérées.

Exposé et statistiques				
RÉGION	RÉAFFECTATION			TOTAL
	INSTALLATION	GARDERIE	MILIEU FAMILIAL	
Capitale Nationale	46	30	6	82
Montréal	46	469	117	632
Laval	19	221	0	240
Lanaudière	0	5	2	7
TOTAL	111	725	125	961

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP26

Titre
Nombre d'enfants handicapés intégrés dans les services de garde en 2004-2005 et 2005-2006 trié par région.

Exposé et statistiques				
	Nombre d'enfants handicapés accueillis dans les services de garde en 2004-2005			
Région administrative	Installation	Milieu familial	Garderies conventionnées	Total
01 Bas St-Laurent	60	31	-	91
02 Saguenay / Lac St-Jean	71	36	8	115
03 La Capitale Nationale	292	73	35	400
04 Mauricie	55	34	7	96
05 Estrie	105	49	-	154
06 Montréal	522	134	109	765
07 Outaouais	42	44	12	98
08 Abitibi-Témiscamingue	30	21	-	51
09 Côte-Nord	14	11	-	26
10 Nord du Québec	14	1	-	15
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	12	12	1	26
12 Chaudière-Appalaches	137	47	12	197
13 Laval	98	51	19	168
14 Lanaudière	116	57	34	208
15 Laurentides	125	89	13	227
16 Montérégie	428	174	83	685
17 Centre du Québec	68	40	5	113
Ensemble du Québec	2189	905	339	3433
Les données pour 2005-2006 seront disponibles en décembre 2006.				

SOURCE : Direction du financement du réseau – 30 mars 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP27

Titre
Nombre de poupons dans les services de garde en 2004-2005 et 2005-2006 trié par région.

Exposé et statistiques				
Région administrative	Nombre de poupons accueillis dans les services de garde en 2004-2005			
	Installation	Milieu familial	Garderies conventionnées	Total
01 Bas St-Laurent	183	579	-	762
02 Saguenay / Lac St-Jean	330	741	48	1120
03 La Capitale Nationale	732	1552	195	2479
04 Mauricie	327	602	40	969
05 Estrie	416	864	15	1296
06 Montréal	2081	2698	905	5684
07 Outaouais	518	711	54	1282
08 Abitibi-Témiscamingue	218	422	8	647
09 Côte-Nord	120	237	-	357
10 Nord du Québec	148	49	-	197
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	80	217	4	301
12 Chaudière-Appalaches	528	1040	86	1654
13 Laval	334	837	194	1365
14 Lanaudière	352	949	123	1423
15 Laurentides	554	1156	79	1789
16 Montérégie	1707	3067	449	5223
17 Centre du Québec	267	565	45	877
Ensemble du Québec	8895	16 284	2245	27 424
Les données pour 2005-2006 seront disponibles en décembre 2006.				

SOURCE : Direction du financement du réseau – 30 mars 2006
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

48

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP28

Titre

Nombre de places à contribution réduite par âge, par région au 31 mars 2006.

Région	Nombre de places financées en installation des CPE et en garderies au 31 mars 2006		
	Poupons	Plus de 18 mois	Total
Bas-Saint-Laurent	155	1 206	1 361
Saguenay/Lac-Saint-Jean	353	2 419	2 772
Capitale-Nationale	896	8 041	8 937
Mauricie	303	2 252	2 555
Estrie	400	3 157	3 557
Montréal	3 125	33 139	36 264
Outaouais	647	3 871	4 518
Abitibi-Témiscamingue	207	1 389	1 596
Côte-Nord	127	855	982
Nord-du-Québec	320	1 743	2 063
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	75	645	720
Chaudière-Appalaches	543	3 343	3 886
Laval	559	4 923	5 482
Lanaudière	530	4 672	5 202
Laurentides	641	5 682	6 323
Montréal	2 136	16 870	19 006
Centre-du-Québec	293	2 080	2 373
Total	11 310	96 287	107 597
Total Milieu familial *			88 994
Grand total			196 591
	+ 3 409 places autorisées		200 000

* Les permis en milieu familial ne spécifient pas de groupes d'âge.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
7 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

49

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP29

Titre

Coûts totaux des places à contribution réduite, au 31 mars 2006, et prévisions pour l'année 2006-2007.

Exposé et statistiques

L'allocation de base est le type d'allocation qui reflète le plus les coûts totaux des places à contribution réduite puisque les allocations supplémentaires et spécifiques sont des allocations répondant à des besoins particuliers pouvant différer d'un service de garde à l'autre.

ALLOCATION DE BASE	2005-2006	2006-2007
Subvention de fonctionnement des CPE et des Bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familial (BC): allocation de base des composantes installations + allocation de base des composantes milieu familial + allocation pour le budget de fonctionnement des BC et rétribution des responsables de services de garde pour les places à contribution réduite	1 123,7 M\$	1 175,9 M\$
Subvention annuelle des garderies : allocation de base	249,7 M\$	279,6 M\$
TOTAL	1 373,4 M\$	1 455,5 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau– 10 avril 2009
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP30

Titre

Valeur de la contribution parentale par type de service de garde.

Exposé et statistiques

	2006-2007 (prévision)	
	Contribution parentale	Contribution gouvernementale
CPE installation	14,8 %	85,2%
Milieu familial	23,8 %	76,2 %
Garderie	17,8%	82,2 %
Moyenne (note)	18,2 %	81,8 %

Note :

La moyenne est pondérée en tenant compte du nombre de places dans chaque type de services.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION:

Direction du financement du réseau – 7 avril 2006

Bureau du sous-ministre adjoint – 28 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP31

Titre

État des travaux réalisés par le comité sectoriel d'équité salariale

LES ÉTAPES D'UNE DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

1. Identifier les catégories d'emplois dans le secteur d'activité.
2. Comparer les catégories d'emplois à prédominance féminine avec les catégories d'emplois à prédominance masculine, au sein du secteur.
3. Estimer les écarts salariaux dans l'entreprise.
4. Déterminer les modalités de versement des ajustements salariaux.
5. Afficher les résultats dans l'entreprise.
6. Procéder au versement des ajustements salariaux.
7. Maintenir l'équité salariale dans l'entreprise.

LES ÉTAPES FRANCHIES

Le comité sectoriel sur l'équité salariale dans les centres de la petite enfance a complété la première étape.

- Un premier recensement des emplois dans les centres de la petite enfance a été effectué au début de l'année 2003. Cet exercice a permis de parfaire la méthode d'évaluation des catégories d'emplois qui sera utilisée.
- La méthode retenue par le comité comporte l'évaluation de 17 sous-facteurs. (À titre d'exemple : autonomie, créativité, efforts physiques et responsabilités des personnes.)
- La méthode a été soumise à la Commission de l'équité salariale, qui l'a approuvée dans une décision du mois d'octobre 2003.
- En juin 2003, un exercice de description des emplois a été mené. Les emplois ont été décrits de façon détaillée par 573 salariées qui les occupent.
- Le comité sectoriel a rédigé un guide de formation à l'intention des évaluateurs et un guide d'interprétation pour l'analyse des emplois, en fonction de la méthode des 17 sous-facteurs.
- Le comité sectoriel a terminé ses travaux : les analyses des emplois sont complétées.

LES ÉTAPES À FRANCHIR

La deuxième étape consiste, pour l'employeur, à comparer la rémunération des emplois à prédominance féminine avec la rémunération des emplois à prédominance masculine, prévus au *Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine*.

En avril 2005, le MFACF, l'AQCPE et la CSN ont convenu de créer la Table d'équité salariale. Entre juin 2005 et mars 2006, plusieurs scénarios y sont examinés.

Il y a un intérêt à définir une démarche-type qui soit la plus consensuelle possible. Cependant, la CSN a décidé d'interrompre les discussions le 24 mars 2006.

Dans la foulée des travaux, le MFACF, en collaboration avec l'AQCPE, entend proposer des guides aux employeurs pour la comparaison des emplois masculins et féminins, tout comme seront élaborés des outils pour déterminer les ajustements salariaux. Toutefois, il appartiendra à chaque CPE de compléter la démarche et d'en afficher les résultats au sein de son entreprise.

L'affichage est prévu à l'étape 5 de la démarche. Il permet aux salariées d'être informées de la démarche, de demander des renseignements additionnels, de faire des observations et d'exercer éventuellement des recours auprès de la Commission de l'équité salariale.

Les ajustements salariaux doivent s'appliquer à partir du 5 mai 2007 et peuvent s'étaler en 5 versements égaux sur 4 ans.

Quant à la dernière étape de la démarche, la loi oblige toutes les entreprises à assurer le maintien de l'équité salariale lors de la modification ou de la création d'emplois. Le maintien doit également être assuré lors de la négociation ou du renouvellement d'une convention collective.

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP32

Titre

Estimation du nombre de centres de la petite enfance ayant un comparateur masculin lors de leur année de références.

Nous ne disposons pas de l'information qui permettrait de répondre précisément.

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

53

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 33

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues pour les années 2004-2005 et 2005-2006.

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE AVEC PERMIS

Service de garde avec permis Objets des plaintes reçus								
	2004-2005				2005-2006			
Catégories	CPE Inst.	CPE MF	Gard.	Total	CPE Inst.	CPE MF	Gard.	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	26	25	24	75	31	31	24	86
Liste d'attente	18	2	4	24	14	1	4	19
Refus d'accès	8	2	6	16	5	3	3	11
Total catégorie	52	29	34	115	50	35	31	116
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	27	18	39	84	32	14	24	70
Comité de parents	0	0	7	7	0	0	11	11
Conseil d'administration	55	6	0	61	41	13	0	54
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	0	3	8	11	3	6	4	13
Mandats du CPE	2	71	0	73	0	92	0	92
Permis	5	0	8	13	5	0	7	12
Programme d'activités	11	5	46	62	8	3	39	50
Programme Places contribution réduite	23	12	90	125	17	16	64	97
Régie interne	22	1	31	54	35	9	28	72
Total catégorie	145	116	229	490	141	153	177	471
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personnel reliée à un service de garde en installation	11	0	12	23	1	0	6	7
Autre personnel reliée à un service de garde en milieu familial	0	38	0	38	0	16	0	16
Éducateur	76	0	124	200	37	0	100	137
Gestionnaire	106	30	101	237	83	22	56	161
Responsable service de garde en milieu familial	0	90	0	90	0	90	0	90
Total catégorie	193	158	237	588	121	128	162	411
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	8	0	23	31	8	1	9	18
Alimentation	34	6	122	162	21	2	86	109
Appareils de jeux et cour extérieure	12	3	29	44	10	1	18	29
Équipement	5	1	24	30	6	1	8	15
Hygiène	19	3	61	83	22	4	56	82
Locaux	19	2	68	89	22	1	41	64
Médicaments	4	0	4	8	4	1	7	12
Produits d'entretien et produits toxiques	2	0	2	4	0	0	6	6
Ratios	11	0	90	101	16	1	53	70
Total catégorie	114	15	423	552	109	12	284	405
Total des catégories	504	318	923	1745	421	328	654	1403

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE SANS PERMIS

54

Sans permis Objets de plaintes reçus						
Objets des plaintes	2004-2005			2005-2006		
	Milieu familial	Installation	Total	Milieu familial	Installation	Total
Sans permis en milieu familial	126	---	126	103	---	103
Sans permis en installation	---	45	45	---	33	33
Sans permis en milieu familial lié à un établissement avec permis	0	0	0	0	0	0
Sans permis en installation liée à un établissement avec permis	0	1	1	0	0	0
Santé et sécurité	34	15	49	35	19	54
Utilisation du mot « garderie »	12	3	15	3	2	5
Comportements inappropriés ou dangereux	24	2	26	12	1	13
Total	196	66	262	153	55	208

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

55

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP 34

Titre

Nombre de plaintes et type de plaintes reçues par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006.

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES SERVICES DE GARDE AVEC PERMIS

Service de garde avec permis Objets des plaintes reçus								
	2004-2005				2005-2006			
Catégories	CPE Inst.	CPE MF	Gard.	Total	CPE Inst.	CPE MF	Gard.	Total
Accessibilité et continuité des services								
Expulsion	26	25	24	75	31	31	24	86
Liste d'attente	18	2	4	24	14	1	4	19
Refus d'accès	8	2	6	16	5	3	3	11
Total catégorie	52	29	34	115	50	35	31	116
Fonctionnement administratif								
Aspects Financiers	27	18	39	84	32	14	24	70
Comité de parents	0	0	7	7	0	0	11	11
Conseil d'administration	55	6	0	61	41	13	0	54
Fiche d'assiduité et fiche d'inscription	0	3	8	11	3	6	4	13
Mandats du CPE	2	71	0	73	0	92	0	92
Permis	5	0	8	13	5	0	7	12
Programme d'activités	11	5	46	62	8	3	39	50
Programme Places contribution réduite	23	12	90	125	17	16	64	97
Régie interne	22	1	31	54	35	9	28	72
Total catégorie	145	116	229	490	141	153	177	471
Personne en relation avec un service de garde								
Autre personnel reliée à un service de garde en installation	11	0	12	23	1	0	6	7
Autre personnel reliée à un service de garde en milieu familial	0	38	0	38	0	16	0	16
Éducateur	76	0	124	200	37	0	100	137
Gestionnaire	106	30	101	237	83	22	56	161
Responsable service de garde en milieu familial	0	90	0	90	0	90	0	90
Total catégorie	193	158	237	588	121	128	162	411
Santé et sécurité des enfants								
Accident ou maladie	8	0	23	31	8	1	9	18
Alimentation	34	6	122	162	21	2	86	109
Appareils de jeux et cour extérieure	12	3	29	44	10	1	18	29
Équipement	5	1	24	30	6	1	8	15
Hygiène	19	3	61	83	22	4	56	82
Locaux	19	2	68	89	22	1	41	64
Médicaments	4	0	4	8	4	1	7	12
Produits d'entretien et produits toxiques	2	0	2	4	0	0	6	6
Ratios	11	0	90	101	16	1	53	70
Total catégorie	114	15	423	552	109	12	284	405
Total des catégories	504	318	923	1745	421	328	654	1403

OBJETS DE PLAINTES REÇUS À L'ÉGARD DES
SERVICES DE GARDE SANS PERMIS

56

Sans permis Objets de plaintes reçus						
Objets des plaintes	2004-2005			2005-2006		
	Milieu familial	Installation	Total	Milieu familial	Installation	Total
Sans permis en milieu familial	126	---	126	103	---	103
Sans permis en installation	---	45	45	---	33	33
Sans permis en milieu familial lié à un établissement avec permis	0	0	0	0	0	0
Sans permis en installation liée à un établissement avec permis	0	1	1	0	0	0
Santé et sécurité	34	15	49	35	19	54
Utilisation du mot « garderie »	12	3	15	3	2	5
Comportements inappropriés ou dangereux	24	2	26	12	1	13
Total	196	66	262	153	55	208

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations - 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

57

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP35

Titre Nombre d'infractions et types d'infractions par type de service de garde pour les années 2004-2005 et 2005-2006.
--

Exposé et statistiques				
Type d'infraction	Nombre d'infractions			
	Centre de la petite enfance Installation		Garderies	
	2004-2005	2005-2006	2004-2005	2005-2006
Sécurité des appareils de jeux extérieurs selon cinq éléments de la règle ACNOR	49	362	33	141
Étiquetage et entreposage sous clé des produits d'entretien et des produits toxiques	107	229	80	130
Fiche d'inscription (informations manquantes, conservation ou non remise au parent lorsque le service n'était plus requis)	60	171	57	94
Comité de parents absent ou non conforme	S/0	S/0	32	139
Personne désignée pour administrer les médicaments	68	129	35	69
Qualification du personnel	11	35	74	56
Cours de premiers soins	49	138	60	86
Administration de médicaments sans autorisation écrite	89	156	58	91
Équipements requis dans une installation incluant des espaces de rangement	52	107	29	59
Maintien des locaux propres	73	153	48	85
Locaux équipés	66	109	51	76
Fiche d'assiduité (informations manquantes, mise à jour, conservation des documents 3 ans jusqu'à cessation de la prestation)	20	63	41	67
Enregistrement des médicaments à un registre	41	83	26	115
Liste des numéros de téléphone	30	43	29	44
Mécanismes d'accès pour contrôler l'accès aux locaux où sont gardés les enfants	20	21	9	12
Absence d'empêchement : Preuves de vérification judiciaire du personnel du service de garde au dossier	74	177	77	113
Affichage du menu hebdomadaire	34	75	38	60
Aires de jeu intérieures non conformes	36	53	14	20
Médicaments sans mention	80	143	44	67
Ratio éducateur/enfants non conforme	2	6	17	11
Dossier administratif incomplet	51	94	28	24
Demande d'admissibilité aux PCR absente ou incomplète	9	55	8	49
Décision écrite concernant la demande de garde des parents	20	29	8	41
Article de la loi touchant la santé et la sécurité des enfants	8	76	14	30

Type d'infraction	Nombre d'infractions	
	Centre de la petite enfance Milieu familial	
Milieu familial	2004 - 2005	2005-2006
Délivrance de la reconnaissance	69	72
Visite de la résidence et entrevue	36	36
Acceptation ou refus de la reconnaissance	16	15
Réévaluation de la RSG	54	78
Visites annuelles de contrôle	21	25
Qualifications de la RSG	10	24
Qualifications de l'assistante	18	17

SOURCE : Direction de la planification et du soutien à la gestion – 18 avril 2006
COLLABORATION : Directions des services à la famille
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP36

Titre

État de situation sur le Plan d'amélioration continue de la qualité incluant les deux volets : le volet de l'engagement qualité et celui sur le processus d'amélioration continue de la qualité ainsi que les sommes qui ont été investies.

Exposé et statistiques

Le Plan d'amélioration continue de la qualité, rendu public en mai 2004, comporte deux volets :

1. Un «engagement envers la qualité» pris par chaque service de garde en vue d'identifier des mesures d'amélioration de la qualité, d'en informer les parents et de leur rendre des comptes sur l'atteinte des objectifs fixés.
2. Une expérimentation d'un système d'agrément adapté pour les services de garde et basé sur un processus développé par le Conseil québécois d'agrément (CQA) pour les entreprises d'économie sociales.

L'adhésion des services de garde étant essentielle pour atteindre les résultats *Qualité* visés par ces deux approches, le développement des outils nécessaires à leur mise en œuvre s'est fait en concertation avec les associations et regroupements de services de garde.

Engagement-Qualité

Les travaux pour élaborer les textes de la Déclaration d'Engagement-Qualité ont été menés par un comité, sous la coordination du ministère, et composé de l'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE), l'Association des garderies privées du Québec (AGPQ), le Conseil québécois des centres de la petite enfance (CQCPE) et l'Association des éducatrices en milieu familial du Québec (AÉMFQ). À noter que cette dernière association s'est retirée après la deuxième rencontre.

Un plan d'action a été élaboré et présenté aux associations et regroupements en mars 2005. De plus, les textes de la Déclaration d'Engagement-Qualité ont été approuvés en avril 2005 par les associations et regroupements. Par la suite, chaque service de garde sera interpellé pour entreprendre sa démarche.

Toutefois, en raison des changements législatifs amenant une restructuration du fonctionnement des centres de la petite enfance, il a été convenu de reporter à une date ultérieure la mise en place de l'Engagement-Qualité.

Processus d'agrément

L'agrément est un processus d'évaluation des diverses dimensions du fonctionnement d'un organisme en vue de certifier publiquement la qualité des services dispensés par celui-ci. Le CQA, en collaboration avec l'AQCPPE, le CQCPE et l'AGPQ a finalisé les travaux en vue d'adapter le processus pour les services de garde.

Selon la planification originale, il était prévu qu'à l'automne 2005, des projets pilotes soient mis en place afin de valider le processus. Par la suite, soit à l'hiver 2006, le processus devait être disponible à l'ensemble des services de garde.

En date du 31 mars 2006, le CQA a livré la première partie de son mandat, à savoir : développer le cadre normatif de l'agrément. Toutefois, pour la même raison que celle énumérée précédemment, la conduite des projets pilotes a été reportée à une date ultérieure.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP37

Titre

État de situation relativement à la mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration dans les services de garde pour enfants handicapés ayant d'importants besoins et les sommes investies en 2005-2006 et le nombre d'enfants intégrés.

Exposé et statistiques

Mesure mise en place conjointement avec le Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Description sommaire :

- Soutien financier pour les heures additionnelles de présence d'une personne assistant l'enfant dans ses activités quotidiennes.
- Maximum de trois heures d'accompagnement par enfant par jour.
- Période maximale de six mois avec possibilité de renouvellement.

Clientèle visée :

- Enfant pour qui le MFACF alloue déjà l'allocation pour enfant handicapé.
- Enfant ayant un important besoin de soutien supplémentaire.
- Enfant pour qui tous les moyens existant dans le réseau des services de garde et dans celui de la santé et des services sociaux ont été utilisés.

Évaluation de la demande :

- Un comité « aviseur » analyse les demandes. Ce comité est formé d'experts du domaine de la santé, des services sociaux et des services de garde, il est coordonné par un représentant du MFACF et un représentant MSSS.
- Il existe un comité « aviseur » par région administrative sauf pour les régions 04 et 17 qui partagent le même comité.

(Tableau en annexe)

MESURE EXCEPTIONNELLE PAR RÉGION ADMINISTRATIVE		
CLIENTÈLE DESSERVIE ET UTILISATION DU FINANCEMENT RÉGIONAL 2005-2006		
RÉGION	MONTANT ALLOUÉ du 1er avril 2005 au 31 mars 2006 MSSS et MFACF	Montant supplémentaire ajouté par MSSS*
1 Bas-St-Laurent	9 428 \$	
2 Saguenay - Lac-St-Jean	12 835 \$	
3 Capitale-Nationale	37 776 \$	
4 Mauricie + 17 Centre du Québec	23 250 \$	
5 Estrie	15 059 \$	
6 Montréal	86 571 \$	
7 Outaouais	12 300 \$	
8 Abitibi - Témiscamingue	6 551 \$	
9 Côte-Nord	3 960 \$	
10 Nord-du-Québec	1 080 \$	1 080 \$
Gaspésie - Îles-de-la- 11 Madeleine	3 634 \$	
12 Chaudière-Appalaches	18 815 \$	10 000 \$
13 Laval	17 279 \$	
14 Lanaudière	19 611 \$	
15 Laurentides	24 142 \$	
16 Montérégie	67 709 \$	
Ensemble des régions	360 000 \$	11 080 \$

* Le MSSS a décidé de répondre aux besoins supplémentaires dans ces régions.

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – le 13 avril 2006

de fiche : RP38

Les rétributions totales versées aux responsables de services de garde en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Rétribution totale des responsables de services de garde en milieu familial	424,7 M\$	471,0 M\$	514,7 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP39

Titre

État de situation sur le Programme de financement global des immobilisations

1. Résumé du Programme

Le programme de financement global des immobilisations (PFGI) fournit aux CPE, sous forme de prêts, les ressources nécessaires pour réaliser des projets d'immobilisation à des conditions avantageuses. Le remboursement de l'emprunt, capital et intérêts, est couvert par la Subvention pour le financement global des immobilisations. Le CPE obtient son financement sous la forme d'un prêt intérimaire à décaissements progressifs qui est converti en prêt à terme lorsque le projet est complété. Le CPE désirant participer au programme doit signer une entente avec le Ministère déterminant les obligations réciproques de chacune des parties.

2. Historique

Le PFGI a été mis sur pied durant l'année financière 2002-2003. Dans un premier temps, le financement intérimaire a été fourni par la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ). Un premier appel d'offres afin d'identifier une institution financière pouvant offrir le financement intérimaire et à terme a été lancé en février 2004. Les discussions avec l'institution dont l'offre avait été retenue ayant échouées, le Ministère a dû recommencer le processus à l'automne 2004. Celui-ci a conduit à la signature, le 21 décembre 2004, d'une entente avec la Banque Nationale du Canada.

3. Nombre de projets financés et niveau des prêts

En date du 5 avril 2006, 318 projets en cours de réalisation bénéficient du PFGI pour une valeur totale de projets autorisés de 232,3 M\$ et la valeur des décaissements totalise 198,8 M\$. La très grande majorité des projets financés a permis d'augmenter le nombre de places en CPE. Toutefois, environ 17,5 % de l'argent investi dans le programme a permis le changement d'emplacement de CPE ou des travaux majeurs urgents et nécessaires.

Au 5 avril 2006, 19 projets totalisant un investissement de 10,9 M\$ étaient complétés. Le Ministère a commencé à rembourser la dette sur ces projets le 1^{er} décembre 2005. Le Ministère complète présentement les démarches afin de commencer à rembourser la dette de 41 projets totalisant 27,8 M\$ pour le premier juin.

4. Transfert des prêts de la CHQ vers la BNC

L'entente avec la Banque Nationale du Canada a déclenché une vaste opération de transfert, vers cette institution financière, des prêts que les CPE ont présentement avec la CHQ. Au 5 avril 2006, il restait 98 prêts à transférer.

5. Perspectives

Le développement du réseau des services de garde étant presque terminé, le PFGI ne devrait servir que pour le changement d'emplacement de CPE ou les travaux majeurs urgents et nécessaires.

SOURCE : Direction du financement du réseau, 10 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION:

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP40

Titre

État de situation sur le calcul de la proportion des frais de garde et d'éducation qui correspond à la rémunération du personnel éducateur à laquelle s'applique le facteur de modulation

Exposé et statistiques

La proportion des frais de garde et d'éducation à laquelle s'applique le facteur de modulation tient compte des charges déclarées aux rapports financiers attestées par les vérificateurs externes des CPE. Ces charges se composent de la masse salariale totale du personnel éducateur déduction faite de l'allocation accordée par le Ministère pour la participation du personnel au régime d'assurance collective et de la subvention accordée pour le régime de retraite. Ces contributions sont déduites de la masse salariale et des frais de garde et d'éducation puisqu'elles font l'objet d'un financement distinct et par conséquent, ne doivent pas influencer la proportion à laquelle s'applique le facteur de modulation. Les charges considérées (liées à la masse salariale) sont mises en rapport avec les charges totales des frais de garde et d'éducation.

La proportion est calculée comme suit :

Masse salariale du personnel éducateur

-

Allocation pour l'assurance collective

-

Subvention pour le régime de retraite

Frais de garde et d'éducation

-

Allocation pour l'assurance collective

-

Subvention pour le régime de retraite

Cette proportion est déterminée annuellement et s'applique à l'année entière. La proportion appliquée en 2005-2006 tenait compte des charges déclarées aux rapports financiers les plus récents, soit 2003-2004. La proportion appliquée dans le cadre de la modulation des frais de garde et d'éducation en 2005-2006 correspondait à 89,63 % et à 89,03 % en 2004-2005.

SOURCE : Direction du financement du réseau – 7 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP41

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2003-2004 : 20,2 M\$
2004-2005 : 20,5 M\$

En 2005-2006, la norme sur la rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires.

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP42

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais de garde et d'éducation en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La rationalisation est établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement de l'établissement excluant des montants accordés en guise de rétribution des RSG.

La contribution des CPE sera de 2,625 %. Elle est calculée comme suit :

CALCUL DE LA CONTRIBUTION DU CPE À LA RATIONALISATION DES COÛTS	SUBVENTION VISÉE PAR LA RATIONALISATION DES COÛTS	CONTRIBUTION DU CPE À LA RATIONALISATION DES COÛTS
<ul style="list-style-type: none">Allocation de base de chaque installationAllocation de chaque installation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)Frais reliés aux locaux de la composante milieu familialFrais généraux de la composante milieu familialRéduction liée à l'optimisation des services (performance) de la composante milieu familialAllocations spécifiques de l'établissement (à l'exclusion des montants accordés à titre de la rétribution des RSG)	X 2,625 %	Rationalisation des coûts

SOURCE :

Direction du financement du réseau, 7 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP43

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais généraux en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La rationalisation est établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement de l'établissement excluant des montants accordés en guise de rétribution des RSG.

La contribution des CPE sera de 2,625 %. Elle est calculée comme suit :

CALCUL DE LA CONTRIBUTION DU CPE À LA RATIONALISATION DES COÛTS	SUBVENTION VISÉE PAR LA RATIONALISATION DES COÛTS	CONTRIBUTION DU CPE À LA RATIONALISATION DES COÛTS
<ul style="list-style-type: none">Allocation de base de chaque installationAllocation de chaque installation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)Frais reliés aux locaux de la composante milieu familialFrais généraux de la composante milieu familialRéduction liée à l'optimisation des services (performance) de la composante milieu familialAllocations spécifiques de l'établissement (à l'exclusion des montants accordés à titre de la rétribution des RSG)	X 2,625 %	Rationalisation des coûts

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP44

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention frais reliés aux locaux en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les centres de la petite enfance.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La rationalisation est établie sur certaines allocations de la subvention de fonctionnement de l'établissement excluant des montants accordés en guise de rétribution des RSG.

La contribution des CPE sera de 2,625 %. Elle est calculée comme suit :

CALCUL DE LA CONTRIBUTION DU CPE À LA RATIONALISATION DES COÛTS	SUBVENTION VISÉE PAR LA RATIONALISATION DES COÛTS	CONTRIBUTION DU CPE À LA RATIONALISATION DES COÛTS
<ul style="list-style-type: none">Allocation de base de chaque installationAllocation de chaque installation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)Frais reliés aux locaux de la composante milieu familialFrais généraux de la composante milieu familialRéduction liée à l'optimisation des services (performance) de la composante milieu familialAllocations spécifiques de l'établissement (à l'exclusion des montants accordés à titre de la rétribution des RSG)	X 2,625 %	Rationalisation des coûts

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP45

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation – à titre de frais de garde et d’éducation pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d’éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE –Installations Dépense admissible au titre des frais de garde et d’éducation en installation	550,4 M\$	593,0 M\$	605,4 M\$

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction du financement du réseau, 7 avril 2006

Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP46

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais de garde et d’éducation pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d’éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires. Les frais de garde et d’éducation des composantes milieu familial incluent la contribution parentale.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE –Milieu familial Dépense admissible au titre des frais de garde et d’éducation en milieu familial	419,0 M\$	463,5 M\$	506,0 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP47

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais de garde et d'éducation pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de garde et d'éducation, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires. Les frais de garde et d'éducation des composantes milieu familial incluent la contribution parentale.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE Dépense admissible au titre des frais de garde et d'éducation	969,4 M\$	1 056,5 M\$	1 111,4 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP48

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation - à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE - installations Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	54,4 M\$	58,1 M\$	55,9 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP49

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE – milieu familial Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	6,1 M\$	6,4 M\$	6,2 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP50

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais reliés aux locaux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais reliés aux locaux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre jusqu'à concurrence des maxima prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE Dépense admissible au titre des frais reliés aux locaux	60,5 M\$	64,5 M\$	62,1 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP51

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet installation - à titre de frais généraux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
CPE - installations Dépense admissible au titre des frais généraux	131,5 M\$	140,8 M\$	128,5 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP52

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance – volet milieu familial – à titre de frais généraux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006		
			Avril à décembre 2005	Janvier à mars 2006	Total 2005- 2006
CPE – milieu familial Dépense admissible au titre des frais généraux	98,0 M\$	105,5 M\$	72,4 M\$	9,2 M\$	81,6 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 28 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP53

Titre

Sommes versées aux centres de la petite enfance à titre de frais généraux pour les années financières 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais généraux, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006		
			Avril à décembre 2005	Janvier à mars 2006	Total 2005- 2006
CPE Dépense admissible au titre des frais généraux	229,5 M\$	246,3 M\$	168,8 M\$	41,3 M\$	210,1 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 28 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION: (Indiquer la direction et la date)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP54

Titre
Allocations aux centres de la petite enfance en distinguant selon le type de service et la région administrative.

- a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente CPE-CSSS – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
 - i. Volet A;
 - ii. Volet B;
- f. Allocation spécifique pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007

Exposé et statistiques			
Le Ministère ne compile pas les allocations supplémentaires et spécifiques par région administrative.			
	CPE Installations		
	2004-2005	2005-2006	2006-2007
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	4,5 M\$	5,0 M\$	5,3 M\$
b. Allocation compensatoire CPE-CSSS	0,3 M\$	1,0 M\$	1,0 M\$
c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	7,0 M\$	7,8 M\$	8,7 M\$
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)	0,05 M\$	0,05 M\$	0,05 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,4 M\$	1,0 M\$	1,0 M\$
ii. Volet B	8,2 M\$	9,4 M\$	13,5 M\$
	CPE milieu familial		
	2004-2005	2005-2006	2006-2007
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	3,8 M\$	4,3 M\$	4,3 M\$
b. Allocation compensatoire CPE-CSSS	0,04 M\$	0,11 M\$	0,11 M\$
c. Allocation pour une installation recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	s / o	s / o	s / o
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire	0,4 M\$	0,4 M\$	0,3 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,2 M\$	0,2 M\$	0,3 M\$
ii. Volet B	3,0 M\$	3,7 M\$	3,7 M\$
	CPE (non ventilé par type de service)		
	2004-2005	2005-2006	2006-2007
f. Allocations spécifiques pour les régimes d'assurance collective et de congés de maternité	9,6 M\$	10,3 M\$	10,6 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau – 10 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP55

Titre

Surplus dans les centres de la petite enfance :

- a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2004-2005;
- b. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006;
- c. Les économies réalisées par le ministère en 2004-2005 par la récupération des surplus;
- d. Les économies réalisées par le ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus;
- e. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2004-2005;
- f. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006.

Exposé et statistiques

a. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2004-2005 :

- Le Ministère a établi que 33 CPE avaient cumulé au 31 mars 2005 des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires.

La liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du Ministère pour l'année 2004-2005 ne peut être fournie puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le dépositaire.

b. Liste des centres de la petite enfance ayant cumulé des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2005-2006 :

- Les données de l'année financière 2005-2006 ne seront disponibles qu'après l'analyse des rapports financiers qui seront transmis le 30 juin 2006. Ces données seront connues en décembre 2006.

c. Les économies réalisées par le ministère en 2004-2005 par la récupération des surplus :

- À la suite de l'examen des dossiers pour lesquels des demandes de révision ont été produites accompagnées des documents probants requis, les économies réalisées par le Ministère en 2004-2005 par la récupération des surplus s'établissent à 1,6 M\$.

d. Les économies réalisées par le ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus :

- Les économies réalisées par le Ministère en 2005-2006 par la récupération des surplus s'établissent à 790 985 \$.

e. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2004-2005 :

- Les dossiers qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2004-2005 totalisent 8,1M\$.

f. La somme des montants qui sont toujours en réévaluation pour l'année 2005-2006 :

- Aucun dossier n'est en réévaluation pour l'année financière 2005-2006.

SOURCE :

Direction du financement du réseau – 28 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau du sous-ministre adjoint – 28 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

80

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP56

Titre

Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Se référer à la fiche RP57.

SOURCE : Direction du financement du réseau, le 12 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP57

Titre

Le nombre de centres de la petite enfance en déficit d'opération en 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 trié par région

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le nombre de CPE déficitaires selon la région pour les années 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005 est présenté au tableau suivant. Toutefois, pour l'année financière 2005-2006, les données ne seront disponibles qu'après l'analyse des rapports financiers qui seront transmis le 30 juin 2006. Ces données seront connues en décembre 2006.

Nombre de CPE ayant terminé l'année financière 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005 avec un déficit d'opération			
Région administrative	2002-2003	2003-2004	2004-2005
01 Bas St-Laurent	4	6	7
02 Saguenay / Lac St-Jean	1	7	15
03 La Capitale Nationale	23	39	29
04 Mauricie	7	12	12
05 Estrie	9	16	18
06 Montréal	64	123	85
07 Outaouais	18	24	14
08 Abitibi-Témiscamingue	8	7	9
09 Côte-Nord	6	10	6
10 Nord du Québec	7	10	4
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	5	2	4
12 Chaudière-Appalaches	15	19	11
13 Laval	10	16	14
14 Lanaudière	7	12	9
15 Laurentides	10	13	16
16 Montérégie	35	40	39
17 Centre du Québec	2	8	6
Ensemble du Québec	231	364	298

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP58

Titre

La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération triée par région et prévisions pour 2005-2006.

Exposé et statistiques

La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération ne peut être divulguée puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire.

Cependant, il est possible de présenter le nombre de CPE déficitaires et l'ensemble des déficits d'opération selon la région. Ces informations sont présentées au tableau suivant :

CPE ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération		
Région administrative	Nombre de CPE	Déficits d'opération totaux \$
01 Bas St-Laurent	7	486 578
02 Saguenay / Lac St-Jean	15	358 469
03 La Capitale Nationale	29	761 429
04 Mauricie	12	332 526
05 Estrie	18	651 248
06 Montréal	85	2 336 117
07 Outaouais	14	530 883
08 Abitibi-Témiscamingue	9	447 794
09 Côte-Nord	6	66 801
10 Nord du Québec	4	155 199
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	4	145 880
12 Chaudière-Appalaches	11	243 379
13 Laval	14	458 592
14 Lanaudière	9	372 862
15 Laurentides	16	503 829
16 Montérégie	39	2 010 033
17 Centre du Québec	6	173 788
Ensemble du Québec	298	10 035 407

Toutefois, pour l'année financière 2005-2006, les données ne seront disponibles qu'après l'analyse des rapports financiers qui seront transmis le 30 juin 2006. Ces données seront connues en décembre 2006.

SOURCE : Direction du financement du réseau – 4 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP59

Titre

La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération et prévisions pour 2005-2006.

Exposé et statistiques

La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec un déficit d'opération ne peut être fournie puisqu'il s'agit des données à caractère confidentiel. De plus, les données agglomérées pour l'exercice 2005-2006 ne seront disponibles qu'en décembre 2006, soit après l'analyse des rapports financiers qui seront transmis le 30 juin 2006.

Toutefois, le nombre de CPE déficitaires et l'ensemble des déficits d'opération selon la région sont présentés à la fiche RP58.

SOURCE : Direction du financement du réseau – 5 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP60

Titre

La liste des centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires du ministère pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 et triée par région.

Exposé et statistiques

Les centres ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires sont ceux pour lesquels une récupération des surplus excédant 25 % de leurs revenus a donné lieu à une réduction de la subvention de fonctionnement 2005-2006.

Cette liste ne peut être fournie puisqu'il s'agit de données à caractère confidentiel dont le Ministère est le seul dépositaire. Cependant, le nombre de centres par région et les montants excédentaires sont les suivants :

CPE ayant terminé l'année financière 2004-2005 avec des surplus supérieurs à ceux permis par les règles budgétaires		
Région administrative	Nombre de CPE	Montants excédentaires
01 Bas St-Laurent	-	-
02 Saguenay / Lac St-Jean	-	-
03 La Capitale Nationale	3	22 854 \$
04 Mauricie	-	-
05 Estrie	2	42 162 \$
06 Montréal	14	500 880 \$
07 Outaouais	3	55 121 \$
08 Abitibi-Témiscamingue	-	-
09 Côte-Nord	-	-
10 Nord du Québec	-	-
11 Gaspésie / Îles de la Madeleine	-	-
12 Chaudière-Appalaches	-	-
13 Laval	2	49 836 \$
14 Lanaudière	-	-
15 Laurentides	2	19 192 \$
16 Montérégie	6	96 345 \$
17 Centre du Québec	1	4 592 \$
Ensemble du Québec	33	790 985 \$

Toutefois, pour l'année financière 2005-2006, les données ne seront disponibles qu'après l'analyse des rapports financiers qui seront transmis le 30 juin 2006. Ces données seront connues en décembre 2006.

SOURCE : Direction du financement du réseau – 5 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP61

Titre	
1.	Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des postes suivants :
	a. Personnel éducateur formé;
	b. Personnel éducateur non-formé;
	c. Commis-comptable;
	d. Secrétaire-comptable;
	e. Secrétaire;
	f. Cuisinier;
	g. Préposé à l'entretien ménager;
	h. Conseiller pédagogique;
	i. Gestionnaire de niveau 1;
	j. Gestionnaire de niveau 2;
	k. Gestionnaire de niveau 3;
	l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques		
Il y avait dans les centres de la petite enfance, en 2004-2005, plus de 20 200 postes à temps plein. On estime qu'en 2005-2006 il y aura près de 20 900 postes à temps plein, soit une augmentation d'environ 3,4 %		
L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement des places au permis en installation.		
	2004-2005	2005-2006 (estimation)
<u>EN ETC</u>		
Éducatrice qualifiée	10 551	10 906
Éducatrice non qualifiée	4 660	4 840
Commis comptable	227	235
Secrétaire comptable	244	252
Secrétaire	179	185
Cuisinière	1 130	1 168
Préposé à l'entretien ménager	338	349
Conseillère pédagogique	620	641
Gestionnaire niveau 1	777	803
Gestionnaire niveau 2	695	718
Gestionnaire niveau 3	786	812
TOTAL	20 207	20 886
ETC :		
1 664 heures / année pour les éducatrices		
1 825 heures / année pour les autres personnels		

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-10

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP62

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces emplois en CPE et pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des emplois en CPE suivants :

- a) Personnel éducateur qualifié;
- b) Personnel éducateur non qualifié;
- c) Commis-comptable;
- d) Secrétaire-comptable;
- e) Secrétaire;
- f) Cuisinier;
- g) Préposé à l'entretien ménager;
- h) Conseiller pédagogique;
- i) Gestionnaire de niveau 1;
- j) Gestionnaire de niveau 2;
- k) Gestionnaire de niveau 3;

	2004-2005	2005-2006 (estimation)
Personnel éducateur qualifié	27 352 \$/an.	27 896 \$/an.
Personnel éducateur non qualifié;	22 427 \$/an.	23 072 \$/an.
Commis-comptable	28 929 \$/an.	28 227 \$/an.
Secrétaire-comptable	26 963 \$/an.	27 294 \$/an.
Secrétaire	23 978 \$/an.	24 406 \$/an.
Cuisinier	26 519 \$/an.	26 910 \$/an.
Préposé à l'entretien ménager	22 247 \$/an.	22 247 \$/an.
Conseiller pédagogique	33 446 \$/an.	33 872 \$/an.
Gestionnaire de niveau 1	34 772 \$/an.	35 236 \$/an.
Gestionnaire de niveau 2	45 370 \$/an.	47 412 \$/an.
Gestionnaire de niveau 3	54 633 \$/an.	57 091 \$/an.

Le salaire moyen est calculé en divisant la rémunération du rapport financier 2004-2005 par le nombre d'ETC. L'estimation 2005-2006 inclut la progression liée au changement d'échelon.

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-11

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP63

Titre

Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2006-2007, 2005-2006 et 2004-2005.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation des heures rémunérées sera d'environ 3,4 % de 2004-2005 à 2005-2006.

L'augmentation des heures rémunérées est calculée en fonction du développement des places au permis en installation.

	2004-2005	2005-2006 (estimation) ¹	2006-2007
<u>En heures rémunérées</u>			
Éducatrice qualifiée	17 556 864	18 147 584	Non disponibles
Éducatrice non qualifiée	7 754 240	8 015 488	
TOTAL	25 311 104	26 163 072	

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-10

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

¹ Les données seront produites aux rapports financiers 2005-2006 et disponibles en décembre 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP64

Titre

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des centres de la petite enfance pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2006-2007, 2005-2006 et 2004-2005.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation de la masse salariale sera d'un peu plus de 5,6 % de 2004-2005 à 2005-2006. Cette estimation comprend, pour l'ensemble du personnel, les augmentations de salaire liées au changement d'échelon, soit environ 2,43 % et comprend aussi le développement des places au permis en installation, une augmentation d'environ 3,4 %.

On suppose aussi que la main-d'œuvre qui entrera en fonction dans le réseau en 2005-2006 a le même profil que celle déjà en poste en 2004-2005.

Années financières	Masse salariale du personnel éducateur
2004-2005	525 418 178 \$
2005-2006 (estimation)	556 484 158 \$
2006-2007	Non disponibles

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-10

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP65

Titre

La rémunération moyenne horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (utilisé pour le calcul du facteur de modulation) pour chacune des années financières : prévisions pour 2005-2006, 2004-2005, 2003-2004, 2002-2003.

Exposé et statistiques

Année financière	Rémunération horaire pondérée provinciale du personnel éducateur (installation de CPE)
2002-2003	15,49 \$
2003-2004	15,77 \$
2004-2005	15,85 \$
2005-2006	16,18 \$

En 2005-2006, il ne s'agit pas d'une prévision, mais bien du montant utilisé dans le calcul du facteur de modulation

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :

Direction du financement du réseau – 30 mars 2006
Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

de fiche : RP66

État de situation relative au facteur de modulation pour les garderies.

Le facteur de modulation des frais variables des garderies est un mécanisme de redistribution budgétaire qui permet de reconnaître les efforts déployés par les garderies conventionnées en terme de qualification et de rémunération du personnel éducateur. L'Association des Garderies Privées du Québec (AGPQ) a appuyé l'implantation de ce nouvel élément du calcul de la subvention annuelle des garderies conventionnées. 53 % des garderies conventionnées ont participé aux sessions de formation que le Ministère a organisées conjointement avec l'AGPQ en décembre 2005 et en janvier 2006.

Le facteur de modulation global s'applique uniquement à la portion des frais variables que représente la masse salariale du personnel éducateur. Il se compose de deux sous-facteurs : la rémunération horaire moyenne et le taux de qualification du personnel éducateur. En 2005-2006, première année d'application, le poids relatif des deux sous-facteurs était de 70 % pour la rémunération horaire moyenne et de 30 % pour le taux de qualification.

Le calcul du facteur de modulation applicable à la subvention de 2005-2006 a été établi avec les données des rapports financiers vérifiés de 2004-2005. Selon le calcul des subventions effectué pour le versement du 1^{er} février 2006 et dont 476 garderies ont fait l'objet, la redistribution budgétaire qui a résulté de l'application du facteur de modulation des frais variables des garderies en 2005-2006 se présente comme suit :

	Augmentation de la subvention	Aucun changement	Diminution de la subvention
Nombre de garderies	178	128	170
Montant total	3,5 M\$	0,0 M\$	(3,4 M\$)

SOURCE : Direction du financement du réseau – 12 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP67

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation des subventions en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

2003-2004 : 5,4 M\$
2004-2005 : 6,0 M\$

En 2005-2006, la norme sur la rationalisation des coûts a été éliminée des règles budgétaires.

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP68

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais de base en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La rationalisation des coûts est établie sur les allocations de base et spécifiques de la subvention annuelle de la garderie.

La contribution des garderies à l'effort de rationalisation des coûts est de 2,625 %, et elle se calcule comme suit :

CALCUL DE LA CONTRIBUTION DE LA GARDERIE À LA RATIONALISATION DES COÛTS	SUBVENTION VISÉE PAR LA RATIONALISATION DES COÛTS	CONTRIBUTION DE LA GARDERIE À LA RATIONALISATION DES COÛTS
<ul style="list-style-type: none">Allocation de baseSomme des allocations spécifiques	X 2,625 %	Rationalisation des coûts

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP69

Titre

Les montants économisés grâce à la rationalisation de la subvention pour frais variables en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La rationalisation des coûts est établie sur les allocations de base et spécifiques de la subvention annuelle de la garderie.

La contribution des garderies à l'effort de rationalisation des coûts est de 2,625 %, et elle se calcule comme suit :

CALCUL DE LA CONTRIBUTION DE LA GARDERIE À LA RATIONALISATION DES COÛTS	SUBVENTION VISÉE PAR LA RATIONALISATION DES COÛTS	CONTRIBUTION DE LA GARDERIE À LA RATIONALISATION DES COÛTS
<ul style="list-style-type: none">Allocation de baseSomme des allocations spécifiques	X 2,625 %	Rationalisation des coûts

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP70

Titre

Les sommes versées à titre de subvention pour frais variables en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais variables, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Garderies conventionnées			
Dépense admissible au titre des frais variables	192,5 M\$	221,0 M\$	241,0 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP71

Titre

Les sommes versées à titre de subvention pour frais de base en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 pour les garderies.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère ne verse pas de sommes à titre de frais de base, il reconnaît plutôt des dépenses admissibles à ce titre en fonction des barèmes prévus aux règles budgétaires.

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Garderies conventionnées			
Dépense admissible au titre des frais de base	50,3 M\$	58,5 M\$	61,9 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau, 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP72

<p>Titre</p> <p>Allocations aux garderies et selon la région administrative.</p> <p>a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale (ECP) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;</p> <p>b. Allocation compensatoire liée au protocole d'entente Garderie-CSSS – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;</p> <p>c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;</p> <p>d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS) – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;</p> <p>e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé – 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;</p> <p>i. Volet A;</p> <p>ii. Volet B;</p>

<p>Exposé et statistiques</p> <p>Le Ministère ne compile pas les allocations supplémentaires et spécifiques par région administrative puisqu'elles font partie de la subvention annuelle.</p>			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007
a. Allocation pour l'exemption de la contribution parentale	1,2 M\$	1,6 M\$	1,7 M\$
b. Allocation compensatoire Garderie-CSSS	Pas admissibles		0,5 M\$
c. Allocation pour une garderie recevant des enfants issus d'un milieu défavorisé	1,5 M\$	2,2 M\$	2,5 M\$
d. Allocation pour les places à contribution réduite offertes aux enfants d'âge scolaire (PCRS)	Pas admissibles		0,05 M\$
e. Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé			
i. Volet A	0,1 M\$	0,1 M\$	0,1 M\$
ii. Volet B	1,5 M\$	1,7 M\$	2,1 M\$

SOURCE : Direction du financement du réseau – 7 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint – 18 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP73

Titre

Le nombre d'ETC (équivalent temps complet) pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des emplois suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non-formé;
- c. Commis-comptable;
- d. Secrétaire-comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Exposé et statistiques

Il y avait dans les garderies, en 2004-2005, 5 174 emplois d'éducatrices à temps plein. On estime qu'en 2005-2006 il y aura 5 686 emplois à temps plein, soit une augmentation d'environ 9,9 %

L'augmentation des ETC est calculée en fonction du développement des places au permis.

Pour le calcul des ETC, les données pour les autres emplois n'existent pas. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans nos bases de données.

	2004-2005	2005-2006 (estimation)
	ETC	ETC
Éducatrice qualifiée	2 262	2 486
Éducatrice non qualifiée	2 912	3 200
TOTAL		5 686

ETC = 1 664 heures / année pour les éducatrices

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-11

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP74

Titre

Le salaire moyen versé pour chacun de ces emplois et pour chacune des années financières suivantes : 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006 pour chacun des emplois suivants dans les garderies :

- a. Personnel éducateur formé;
- b. Personnel éducateur non-formé;
- c. Commis-comptable;
- d. Secrétaire-comptable;
- e. Secrétaire;
- f. Cuisinier;
- g. Préposé à l'entretien ménager;
- h. Conseiller pédagogique;
- i. Gestionnaire de niveau 1;
- j. Gestionnaire de niveau 2;
- k. Gestionnaire de niveau 3;
- l. Aide-éducatrice.

Pour les garderies, nous ne connaissons pas l'augmentation de salaire liée au changement d'échelon. Nous estimons l'augmentation à 2,43 % comme dans les CPE.

	2004-2005	2005-2006
Salaire annuel moyen		(estimation)
Éducatrice qualifiée	24 845 \$	25 449 \$
Éducatrice non qualifiée	19 336 \$	19 806 \$
MOYENNE	21 745 \$	22 273 \$

Le salaire moyen versé est calculé en divisant la rémunération inscrite au rapport financier par le nombre d'ETC.

Pour le calcul des ETC, les données pour les autres emplois n'existent pas. Seul le personnel éducateur est comptabilisé dans nos bases de données.

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-11

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP75

Titre

Le nombre d'heures rémunérées du personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2005-2006, 2004-2005 et 2003-2004.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation des heures rémunérées sera d'environ 9,9 % de 2004-2005 à 2005-2006, selon le développement des places au permis en garderies.

Heures rémunérées	2003-2004	2004-2005	2005-2006 (estimation)
Éducatrice qualifiée	3 238 707	3 764 973	4 137 173
Éducatrice non qualifiée	4 361 064	4 846 180	5 325 267
TOTAL	7 599 771	8 611 153	9 462 439

SOURCE :

Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-11

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP76

Titre

L'estimation de la masse salariale consacrée au personnel éducateur des garderies pour chacune des années financières suivantes : prévisions pour 2005-2006, 2004-2005 et 2003-2004.

Exposé et statistiques

On estime que l'augmentation de la masse salariale pour le personnel éducateur sera d'environ 12,5 % de 2004-2005 à 2005-2006. Cette estimation comprend, pour l'ensemble du personnel, les augmentations de salaire liées au changement d'échelon, soit environ 2,43 % et comprend aussi le développement des places au permis, une augmentation d'environ 9,9 %.

On suppose ainsi que la main-d'œuvre qui entrera en fonction dans le réseau en 2005-2006 a le même profil que celle déjà en poste en 2004-2005.

Années financières	Masse salariale du personnel éducateur
2003-2004	116 865 372 \$
2004-2005	134 465 605 \$
2005-2006 (estimation)	151 354 485 \$

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau -2006-04-11

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP77

Titre

Ventilation, par région, des demandes de permis par des garderies à but lucratif depuis juin 2003 ainsi que le nombre de permis émis, toujours par région, à ce jour pour ce type de garderie.

Exposé et statistiques

DEMANDES DE PERMIS DES GARDERIES À BUT LUCRATIF

	2004-2005		2005-2006	
Régions	Nbre de demandes reçues	Permis émis	Nbre de demandes reçues	Permis émis
Bas-St-Laurent	3	0	1	0
Saguenay/Lac-St-Jean	2	0	0	1
Capitale nationale	2	2	6	6
Mauricie	2	1	0	0
Estrie	1	0	2	2
Montréal	155	18	36	24
Outaouais	4	0	4	6
Abitibi	0	0	0	0
Côte-Nord	2	0	0	0
Nord-du-Québec	0	0	0	0
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	3	1	0	4
Laval	23	3	8	5
Lanaudière	9	1	3	4
Laurentides	17	1	16	7
Montréal	67	4	11	7
Centre-du-Québec	4	0	0	5
TOTAL	294	31	87	71

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations – 4 avril 2006
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RP78

Titre : Nombre de nouvelles places en services de garde créées depuis 1997 avec l'évolution à chaque année par type de service de garde et par région

Places financées et non financées

RÉGIONS	1 ^{er} avril 1997 au 31 mars 1998			1 ^{er} avril 1998 au 31 mars 1999			1 ^{er} avril 1999 au 31 mars 2000		
	Inst./Gard.	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard.	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard.	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	17	80	97	58	275	333	65	165	230
Saguenay Lac-Saint-Jean	18	50	68	128	660	788	279	507	786
Capitale nationale	47	128	175	340	1 410	1750	653	580	1233
Mauricie	- 101	0	-101	105	305	410	168	565	733
Estrie	58	0	58	116	937	1053	217	608	825
Montréal	578	- 4	574	781	954	1735	1 141	1 342	2 483
Outaouais	211	300	511	82	550	632	377	765	1 142
Abitibi- Témiscamingue	37	50	87	24	315	339	76	254	330
Côte-Nord	0	8	8	82	225	307	54	250	304
Nord-du-Québec	67	0	67	289	0	289	197	70	267
Gaspésie Îles-de-la- Madeleine	20	100	120	- 9	115	106	46	250	296
Chaudière-Appalaches	89	277	366	120	1 008	1128	447	832	1279
Laval	432	169	601	33	356	389	282	966	1248
Lanaudière	57	48	105	62	863	925	257	1 168	1425
Laurentides	- 42	2	-40	93	457	550	227	1 037	1264
Montréal	517	225	742	853	2 239	3092	1 189	2 098	3 287
Centre-du-Québec	0	0	0	184	386	570	114	609	723
TOTAL	2 005	1 433	3 438	3 341	11 055	14 396	5 724	11 901	17 855

RÉGIONS	1 ^{er} avril 2000 au 31 mars 2001			1 ^{er} avril 2001 au 31 mars 2002			1 ^{er} avril 2002 au 31 mars 2003		
	Inst./Gard.	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard.	Milieu familial	TOTAL	Inst./Gard.	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	160	204	364	95	42	137	40	91	131
Saguenay Lac-Saint-Jean	358	282	640	75	170	245	189	219	408
Capitale nationale	429	978	1 407	478	32	510	177	905	1 082
Mauricie	293	190	483	128	281	409	142	256	398
Estrie	168	395	563	228	285	513	75	475	550
Montréal	1 627	2 476	4 103	2 023	1 619	3 642	1 598	2 477	4 075
Outaouais	298	485	783	263	299	562	35	490	525
Abitibi- Témiscamingue	210	330	540	185	165	350	295	439	734
Côte-Nord	92	18	110	147	61	208	91	107	198
Nord-du-Québec	36	78	114	447	0	447	171	111	282
Gaspésie Îles- de-la-Madeleine	104	89	193	0	73	73	31	35	66
Chaudière-Appalaches	313	455	768	275	250	525	128	687	815
Laval	310	605	915	274	350	624	319	899	1 218
Lanaudière	639	648	1 287	286	210	496	355	1 240	1 595
Laurentides	232	1 202	1 434	477	555	1 032	404	1 557	1 961
Montréal	2 136	2 410	4 546	1 553	1 772	3 325	1 173	2 650	3 823
Centre-du-Québec	195	252	447	202	50	252	69	524	593
TOTAL	7 600	11 097	18 697	7 136	6 214	13 350	5 292	13 162	18 454

Régions	1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004				1 ^{er} avril 2004 au 31 mars 2005			
	Installation./ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL	Installation./ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	177	0	1	178	42	0	8	50
Saguenay/Lac-Saint-Jean	88	36	425	549	134	55	197	386
Capitale nationale	132	190	437	759	242	148	318	708
Mauricie	181	0	329	510	73	54	0	127
Estrie	102	26	382	510	185	0	95	280
Montréal	949	1 822	1 286	4 057	599	1 458	1 115	3 172
Outaouais	246	0	458	704	432	175	413	1 020
Abitibi-Témiscamingue	45	0	62	107	115	15	280	410
Côte-Nord	47	0	44	91	4	0	20	24
Nord-du-Québec	0	0	18	18	179	0	0	179
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	60	0	20	80	82	3	34	119
Chaudière-Appalaches	297	37	106	440	55	52	203	310
Laval	318	230	229	777	72	190	161	423
Lanaudière	272	72	271	615	225	205	431	861
Laurentides	746	141	409	1 296	656	137	615	1 408
Montréal	1 231	510	2 049	3 790	533	696	1 211	2 440
Centre-du-Québec	44	13	163	220	155	0	47	202
TOTAL	4 935	3 077	6 689	14 701	3 783	3 188	5 148	12 119

Régions	1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006			
	Installation./ CPE	Garderie	Milieu familial	TOTAL
Bas-Saint-Laurent	8	0	13	21
Saguenay/Lac-Saint-Jean	67	84	84	235
Capitale nationale	182	265	223	670
Mauricie	35	24	0	59
Estrie	44	62	50	156
Montréal	809	1257	460	2526
Outaouais	161	341	44	546
Abitibi-Témiscamingue	26	0	80	106
Côte-Nord	110	0	2	112
Nord-du-Québec	371	0	3	374
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0
Chaudière-Appalaches	175	118	150	443
Laval	29	264	0	293
Lanaudière	84	283	25	392
Laurentides	-1	451	50	500
Montréal	403	612	616	1631
Centre-du-Québec	3	172	2	177
TOTAL	2506	3933	1802	8241

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

104

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP79

Titre

Évolution du nombre de places en garderies non conventionnées depuis 2002-2003.

Exposé et statistiques

Année	Nombre de places en garderies non conventionnées
2002-2003	1 620
2003-2004	1 907
2004-2005	2 494
2005-2006	3 487

SOURCE : Direction de la coordination et du soutien aux opérations
COLLABORATION :
VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP80

Titre

Les effectifs (ETC) prévus des bureaux coordonnateurs. État de situation relativement au financement des bureaux coordonnateurs

Modèle de détermination des effectifs :

Le modèle propose des catégories d'emplois permettant de couvrir l'ensemble des fonctions et responsabilités confiées aux bureaux coordonnateurs par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance* :

Une analyse de la charge de travail a été réalisée conjointement avec le milieu. Le modèle proposé permet de maintenir le niveau actuel de soutien et de surveillance du milieu familial constaté à partir des rapports d'activités annuels des CPE :

- Pour chaque RSG, 3 visites à domicile et 20 appels téléphoniques de soutien;
- et 3 visites de surveillance incluant les suivis qui en découlent.
- Le temps de déplacement, le temps consacré aux autres activités et le temps chômé et payé (vacances, maladies, congés, fériés) ont également été considérés.

Pour les bureaux coordonnateurs de 700 places et moins, la charge de travail pour le soutien et la surveillance est établie à un ETC pour 22 RSG. Pour les BC de plus de 700 places, cette charge de travail est de un ETC pour 25 RSG. Le modèle propose un poste de secrétariat-comptabilité pour 500 places et un poste de direction par 15 ETC.

L'organisation du travail proposée accorde la priorité à l'intervention directe auprès des responsables de services de garde et des parents. Elle distingue les rôles de soutien et de surveillance. Le modèle n'est pas contraignant, les BC peuvent opter pour une organisation différente; ce choix devrait se faire dans le cadre du budget global accordé.

Estimation des effectifs (ETC) requis en 2006-2007

Le nombre réel des effectifs en poste dans les bureaux coordonnateurs sera connu après leur mise en opération, soit après le 1^{er} juin. Les nombres suivants sont des estimations basées sur le modèle proposé.

- 380 agentes de soutien pédagogique
- 300 agentes de conformité
- 175 en secrétariat-comptabilité
- 60 gestionnaires
- **Pour un total d'environ 915 ETC**

Modèle organisationnel suggéré

Modèle organisationnel suggéré							
	Nombre de places	Nombre de ETC	Directrice générale	Directrice adjointe	Agente de soutien pédagogique	Agente de conformité	Secrétaire comptable
1	140 ou moins	2 personnes	-	-	-	-	-
2	141 à 280	2,7	0,2	-	1,0	1,0	0,5
3	281 à 420	4,0	0,2	-	2,0	1,0	0,8
4	421 à 560	5,4	0,4	-	2,0	2,0	1,0
5	561 à 700	6,6	0,4	-	3,0	2,0	1,2
6	701 à 850	7,5	0,5	-	3,0	2,5	1,5
7	851 à 1000	8,9	0,6	-	3,5	3,0	1,8
8	1001 à 1150	10,1	0,6	-	4,0	3,5	2,0
9	1151 à 1300	11,5	0,8	-	4,5	4,0	2,2
10	1301 à 1500	12,5	0,2	0,8	5,0	4,0	2,5
11	1501 à 1700	14,0	0,2	0,8	5,5	5,0	2,5
12	plus de 1700	16,0	0,2	0,8	6,0	6,0	3,0

SOURCE : Direction des politiques de main-d'œuvre et des ressources du réseau – 2006-04-11

COLLABORATION :

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint – 13 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RP81

Titre

Budget de fonctionnement prévu des BC. État de situation relativement au financement des BC.

Exposé et statistiques

Le budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement prévu des BC s'élève à 50 M\$ sur une base annuelle. Il s'agit d'un budget global basé sur une proposition d'organisation du travail permettant d'exercer l'ensemble des responsabilités et des fonctions nécessaires à la coordination du milieu familial. L'organisation du travail proposée accorde la priorité à l'intervention directe auprès des responsables de services de garde et des parents. Elle distingue les rôles de soutien et de surveillance. Le modèle n'est pas contraignant, les BC peuvent opter pour une organisation différente; ce choix devrait se faire dans le cadre du budget global accordé.

Le calcul des coûts de main-d'œuvre découlant de l'organisation du travail proposée résulte de l'analyse de la charge de travail et du calcul des effectifs requis pour réaliser toutes les fonctions et tâches qui découlent du mandat confié aux BC par la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*. Les BC sont regroupés par tranche de 140, 150 ou 200 places donnant ainsi 12 modèles de financement. Les 163 BC se retrouvent dans les 9 premiers modèles.

Le calcul des effectifs permet d'établir le budget de la rémunération globale, qui est ensuite majoré d'un pourcentage pour les autres frais. Les autres frais englobent les frais reliés aux locaux ainsi que toutes les dépenses d'opération (assurance, entretien, réparations,...) et d'administration (déplacements, communication, honoraires professionnels, papeterie,...). Selon les rapports financiers vérifiés des CPE pour 2003-2004 et 2004-2005, les dépenses non salariales de leurs composantes milieu familial s'élèvent en moyenne à 20 % du total de leurs dépenses pour les locaux, les dépenses d'opération et les dépenses d'administration. Toutefois, pour tenir compte du caractère fixe de certaines dépenses et accorder un budget proportionnellement plus important aux BC de moins grande taille, la portion des autres frais incluse dans le budget global des BC va de 23 % pour le plus petit modèle (1) à 19 % pour le plus gros (modèle 12).

SOURCE :

Direction du financement du réseau – 10 avril 2006

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau du sous-ministre adjoint – 12 avril 2006